



Chili-Uruguay : 1973-2013 40 ans de solidarités et de résistances



**Ce numéro spécial du FAL MAG est une réalisation de
la Coopération «Amérique latine 40 ans après...», composée de
l'Association d'Ex-Prisonniers politiques chiliens - France (AEXPPCH),
France Amérique Latine et l'association ¿Dónde Están? contre l'impunité en Uruguay.**



Association de solidarité internationale, **France Amérique Latine** (FAL) travaille depuis plus de 40 ans à dénoncer les atteintes aux droits humains en Amérique latine et Caraïbe (ALC), et à construire une réflexion nouvelle sur les alternatives au développement néo-libéral.

Notre association s'efforce de faire connaître la culture des peuples d'Amérique latine et de la Caraïbe, dans toutes leurs composantes, leurs différences, leurs espoirs et leurs élans novateurs. C'est en faisant connaître leurs combats et leurs succès dans la défense des droits humains et de la démocratie, pour le développement économique et le progrès social, que nous leur manifestons notre solidarité. Essence même de la création de notre organisation, un travail en réseau permanent est incontournable pour se faire entendre sur la scène

politique internationale.

FAL est membre du CRID (Centre de Recherche et d'Informations pour le Développement), de l'ACME (Association pour le Contrat Mondial de l'Eau), du Collectif Haïti de France, du Collectif Guatemala, entre autres.

France Amérique Latine : 37, Boulevard Saint Jacques 75014 Paris
@ : falnationale@franceameriquelatine.fr - www.franceameriquelatine.org



Au lendemain de l'arrestation de Pinochet, à Londres le 16 octobre 1998, **l'Association d'Ex-Prisonniers Politiques Chiliens en France** (AEXPPCH) voit le jour.

Ses objectifs sont :

- **la lutte contre l'impunité** de tous les responsables de crimes, disparitions, exécutions sommaires et diverses autres violations des Droits de l'Homme. Ceci par le biais de témoignages et par la participation, en tant que partie civile, à des procès, aussi bien au Chili qu'en France ou dans d'autres pays.

- **le devoir de mémoire**, contribuant à la reconstruction des faits occultés par la dictature et jamais véritablement restitués par les gouvernements élus depuis plus de deux décennies au Chili.

- **le soutien aux luttes pour les Droits humains**, en particulier pour la libération de tous les prisonniers politiques, victimes jusqu'à présent des lois héritées de la dictature. Le combat pour leur libération inconditionnelle est indissociable de la condamnation morale et pénale du régime militaire.

- **la dénonciation permanente du cadre constitutionnel pinochétiste actuel** qui octroie un pouvoir étendu aux forces armées, aux tribunaux militaires et aux lois d'exception dites «antiterroristes» qui éternise un modèle socio-économique imposé par la terreur et le crime.

AEXPPCH c/o CIMADE, 63 rue Clisson, 75013 Paris
@ : aexppfrance@hotmail.com - www.chiliveriteetmemoire.org



L'Association ¿Dónde están ? (Où sont-ils?) :

- lutte en France, depuis 1996, pour la vérité, la justice, la mémoire et contre les crimes commis pendant la dictature en Uruguay (1973-1985) ;

- exprime et réaffirme sa solidarité avec les familles des disparus et les victimes de la dictature ;

- soutient toutes les organisations en Uruguay qui les représentent et bataillent sans cesse pour garder la mémoire ;

- soutient les initiatives de tous ceux qui exigent constamment que la justice s'applique aux responsables des violations des droits de l'homme et des crimes contre l'humanité commis pendant la dictature ;

- demande impérativement le respect du droit à la vérité et la poursuite des recherches des disparus.

C'est la seule voie pour permettre à la société d'aujourd'hui et aux générations futures de trouver la paix qui ne sera possible que par la construction d'une authentique mémoire et d'une réelle justice sociale.

¿Dónde están ? (Où sont-ils?), CICP, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris
@ : dondestan.paris@gmail.com - http:// donde-estan.fr



FAL Mag est une revue publiée par l'association France Amérique Latine

Directeur de Publication : Fabien Cohen

Rédactrice en chef : Renata Molina

Comité de rédaction pour ce numéro : Elo-die Caille, Fabien Cohen et Renata Molina pour FAL, Sonia Fernández Lauro et Zelmar Michelini pour ¿Dónde Están? contre l'impunité en Uruguay, Ricardo Parvex, Hector Vásquez et Patricia Zúñiga pour l'AEXPPCH.

Ont participé à ce numéro : Nadyne Ben-sadoun, Nelly Bertin, Colette Casado, Jean Darmon, Monique Darmon, Miguel Donabin, Cathy Ferré, Victor de la Fuente, Franck Gaudi-chaud, Catherine Gégout, Véronique Huyghe, Patrice Issartelle, Geneviève Jacques, Federica Matta, Braulio Moro, Sarah Pick, Valérie Técher, Cora de Villeneuve, Corporación Parque por la Paz Villa Grimaldi, Crysol.

Impression :

LVRI, 44 rue du Maréchal de Lattre de Tassigny, 91100 Corbeil-Essonnes

Couverture : Salvador Allende - Illustration de Véronique Huyghe.

Montage de la maquette : Renata Molina

ISSN : 1957-6668 **CPPAP :** 0111 G 87915

1973-2013 : de l'ombre à la lumière ?

Quatre décennies après la vague de putschs militaires qui se sont abattus sur le sous-continent latino-américain et dont les plus connus, parmi bien d'autres, sont ceux de l'Uruguay et du Chili en 1973, puis de l'Argentine en 1976, un regard rétrospectif critique sur cette époque nous semble nécessaire.

Il n'aura échappé à personne que, depuis quarante ans, les choses ont beaucoup changé en Amérique latine et dans le monde. Plus de Guerre Froide, fin du Socialisme réel, montée des intégrismes, progrès extraordinaires en matière de communication et de transports, mondialisation de l'économie et de la finance pour ne citer que les plus visibles.

En ce qui concerne l'Amérique latine, fin de l'hégémonie absolue des Etats-Unis, scènes politiques aux acteurs civils et non plus militaires, émergence des nations originaires, apparition de nouvelles formes d'organisation et de lutte des peuples. En effet, sur ce continent, la période post Guerre Froide se caractérise par l'apparition de vastes mouvements citoyens qui inventent des méthodes et ont des structures inédites. Il n'en demeure pas moins que les attentes et les aspirations de ces nations et de leurs populations restent intactes : plus de justice et d'égalité sociale, une meilleure distribution des richesses, la sauvegarde des ressources naturelles, autant de nécessités ajournées ou simplement étouffées par les gouvernements dictatoriaux issus des Coups d'Etat encouragés et financés par les Etats-Unis.

Une fois le système démocratique formel rétabli, les partis traditionnels se sont montrés absolument impuissants et incapables de répondre aux aspirations des peuples. Embourbés dans des alliances improbables entre les classes dominantes – parfois avec la participation épisodique d'autres secteurs de la société servant de faire-valoir – leurs administrations étaient destinées essentiellement à perpétuer prébendes et corruption. Ainsi, ce qui devait arriver est arrivé : l'implosion du système et l'invention de nouvelles formes d'organisation citoyenne. Les mêmes qui ont failli à trouver les solutions dont les peuples avaient besoin sont ceux qui aujourd'hui crient à la démagogie et au populisme. Ces deux mots, inventés par les classes dominantes en mal de pouvoir, sont répétés par les médias internationaux ignorants des réalités latino-américaines.

Quarante ans après tant d'espoirs perdus et tant de violences subies, les peuples latino-américains se sont remis à l'ouvrage : la recherche du progrès pour tous, la quête permanente d'égalité et l'élaboration de nouvelles formes de participation qui soient capables de dépasser le simple énoncé de la théorie démocratique.

Notre mission en tant qu'associations de solidarité doit consister à faire connaître les véritables enjeux auxquels est confrontée l'Amérique latine et à accompagner les luttes de ses peuples.

Ricardo Parvex

Membre du Bureau de l'Association d'Ex-prisonniers politiques chiliens - France (AEXPPCH)

SOMMAIRE

SPECIAL 40 ans après... 1973-2013

Quarante ans après l'irruption des dictatures, le peuple invente de nouvelles formes de lutte	p. 5
L'ombre du Condor : contre-révolution et terrorisme d'Etat dans le Cône sud	p. 9
Mariano Puga : un pan de l'histoire du Chili de 1973 à 2013	p. 12
Regards de deux réalisateurs chiliens : Carmen Castillo et Emilio Pacull	p. 14
Entretien avec Carlos Liscano : l'Uruguay, l'espoir en marche	p. 18
Louis Joinet : Historique de la lutte contre l'impunité et de la Convention des Nations Unies sur les disparitions forcées	p. 22
De l'Amérique latine à la France : exil, accueil et solidarité	p. 25
40 ans après : le terrorisme d'État, plus jamais !	p. 27
Villa Grimaldi : Espace de mémoire pour promouvoir les Droits Humains	p. 29
Pour que «Punta de rieles» en Uruguay devienne un lieu de mémoire	p. 31
Le Chili à 40 ans du Coup d'État : luttes en année électorale	p. 33
Le programme de l'Unité Populaire	p.35
Repères chronologiques de l'Uruguay	p.37
Repères chronologiques du Chili	p. 38
Programmation Cycle de cinéma : Vérité - Justice - Mémoire	p. 39

© Federica Matta



Quarante ans après l'irruption des dictatures, le peuple invente de nouvelles formes de lutte

Quatre décennies après la vague de coups d'Etat qui s'est abattue sur l'Amérique latine dans les années soixante et soixante-dix, il y a, aujourd'hui, un plus grand nombre de régimes progressistes qu'il n'y en avait du temps du couple Nixon-Kissinger. Comment expliquer un tel résultat à l'opposé des objectifs recherchés par la doctrine de la Sécurité nationale?

Certes, aujourd'hui le pouvoir géopolitique des Etats-Unis s'est considérablement affaibli et son hégémonie globale peine à s'imposer. Pourtant, l'Union Soviétique n'est plus et son pouvoir militaire et politique a cessé d'être une menace pour Washington et ses alliés occidentaux. La disparition partielle ou complète des anciennes puissances ennemies a mis fin à la Guerre froide, ce qui a changé en profondeur le cadre dans lequel s'est mise en place une politique latino-américaine nouvelle.

De la Doctrine Monroe à la Doctrine de la Sécurité nationale

L'indépendance des Etats-Unis, cinquante ans avant celle des Etats ibéro-américains, a donné une avance politique déterminante à cette nation anglo-saxonne sur les autres nations du continent. Cet avantage d'un demi-siècle auquel

il faut ajouter la suprématie « blanche » et non métissée des treize colonies a vite insufflé un air de supériorité et a investi les futurs Etats-Unis du rôle de « grand frère ».

Craignant la concurrence des nations européennes qui avaient abandonné depuis peu le continent américain et celle d'autres nations qui le convoitaient, la jeune nation nord-américaine décida qu'elle seule avait la légitimité en matière de géopolitique. C'est l'origine de la doctrine Monroe qui consacrait l'« Amérique pour les Américains ».

Complétée par la philosophie du « Destin manifeste », la Doctrine Monroe fut appliquée au cours du XIXème siècle permettant et justifiant l'annexion à l'Union de vastes territoires (tout le Nord-ouest du Mexique, Porto Rico, Guantánamo, etc.), la division de la Colombie et la prise de possession du Canal de Panamá, principale



Manifestation face à la Bibliothèque Nationale à Santiago du Chili, janvier 2013.

**Cimetière général
de Santiago :**
mur où
sont inscrits
les noms de toutes
les personnes
disparues et
assassinées
pendant
la dictature
d'Augusto Pinochet
(1973-1990).

© Véronique Huyghe



voie interocéanique artificielle du monde. Sans parler des invasions (Cuba, Mexique, République dominicaine...), des longues occupations (Nicaragua, Cuba, Haïti...), ainsi que de menaces permanentes à l'indépendance de nations latino-américaines (Guatemala, Cuba, Chili, etc.).

Dès les premières décennies du XXème siècle, les Etats-Unis mettent leur empreinte sur les nations du sous-continent, héritiers naturels de la domination britannique du XIXème siècle. Ils exploitent de fait les principales ressources naturelles de cette région, faisant et défaisant gouvernements et régimes latino-américains. Face à cette situation, les peuples du Sud n'ont jamais complètement courbé l'échine. Pour preuve, la permanente résurgence de mouvements révolutionnaires à caractère nationaliste et anti-impérialiste. Ces mouvements ont ponctué l'histoire des pays ibéro-américains bien avant même l'apparition du mouvement communiste international.

Tant que Washington a présenté la libération politique des peuples latino-américains comme le résultat des invasions ou de la présence d'armées étrangères sur le continent, les Etats-Unis ont pu appliquer la version moderne de la doctrine Monroe, avec le Traité Interaméricain d'Aide Réciproque (TIAR). Mais quand il s'est avéré que c'étaient les propres masses du sous-continent qui se soulevaient, il a fallu reconnaître qu'il ne s'agissait plus d'un ennemi extérieur. L'ennemi à combattre était au sein même de la population

latino-américaine. « *L'insécurité* » créée par ces aspirations populaires appelait à rétablir la sécurité nationale, le péril était en la demeure. C'est ce que les stratèges de Washington commencèrent à mettre en pratique en Amérique latine à partir des années soixante. Sur le plan géopolitique et militaire, la sécurité nationale venait étayer ce que l'Alliance pour le Progrès devait réaliser sur le plan socio-économique. Enfin, toutes deux visaient à contrecarrer l'influence grandissante sur le continent de la Révolution cubaine.

La révolution cubaine : l'un des événements majeurs de la Guerre Froide

La Révolution cubaine a marqué, au cours des années soixante, la résurgence des mouvements populaires dans l'ensemble de l'Amérique latine. Au cours de cette même décennie, la confrontation américano-soviétique, dont la Guerre du Vietnam a été un des événements majeurs, s'est aggravée mais elle n'a pas été unique. Cuba a constitué son exemple latino-américain. Exemple unique, mais situé au cœur de l'arrière-cour de Washington. La Révolution cubaine a marqué un point d'inflexion dans la politique des Etats-Unis qui, blessés en profondeur, se sont dit « *plus jamais ça chez nous* » et ont mis en place une stratégie agressive et répressive pour faire face aux luttes sociales du continent latino-américain. Cette stratégie n'a eu aucune limite et s'est déployée en ne respectant ni les barrières morales ni les moyens économiques mis à disposition. Pendant cette période, l'Ecole des



Amériques, centre de formation militaire dans la zone du Canal de Panamá, a formé des milliers d'officiers latino-américains à la répression de luttes populaires et à la, si bien nommée, « *contre-insurgence* ».

L'idée force de la Doctrine de la Sécurité nationale était la suivante : les troubles intérieurs et les désordres politiques créés par les mouvements populaires fragilisaient la défense nationale des pays ainsi touchés. La souveraineté et la défense du territoire passaient d'abord par assurer la sécurité intérieure des pays concernés. Il fallait donc contrôler de tels désordres, mission qui incombait tout naturellement aux forces armées. Investis de cette mission, les militaires assumèrent des tâches d'ordre public et d'intelligence telles que le fichage de syndicalistes et des leaders politiques, l'application de l'état de siège, la préparation à la répression de masse et pourquoi pas, l'organisation de coups d'Etat pour sauver la paix citoyenne mise en péril par les aspirations populaires.

Le nouveau rôle assigné aux Forces armées était la réponse naturelle à une situation à laquelle la démocratie formelle de certains pays ou les dictatures « *institutionnelles* » d'autres ne trouvaient pas d'issue. En effet, à cette époque, les diverses expériences réformatrices entreprises sous l'aile du département d'Etat (Modèle de substitution aux importations, Alliance pour le Progrès, coopération du Corps de Paix, Révolution en Liberté, etc.) avaient échoué l'une après l'autre, augmentant la méfiance, voire le mécontentement, des pauvres et, de plus en plus, des classes moyennes urbaines. L'appauvrissement et la radicalisation de ces dernières, l'accroissement des conflits syndicaux ou extra-syndicaux et l'apparition de nouvelles formes de luttes (aile gauche du Péronisme et PRT-ERP en Argentine, le MLN-Tupamaros en Uruguay, le MIR au Chili...) ont fini par justifier la stratégie du Pentagone.

L'Uruguay et le Chili, la fin du mythe démocratique

Contrairement à l'histoire des pays voisins, l'Uruguay et le Chili pouvaient se targuer d'une stabilité démocratique et d'un système parlementaire qui semblait répondre au modèle occidental calqué en Amérique latine. Cette croyance était à tel point présente dans l'imaginaire politique de l'époque qu'on appelait l'Uruguay « *la Suisse d'Amérique* », tandis que les Chiliens se voyaient gratifier du sobriquet d' « *Anglais de l'Amérique du Sud* ». Or, c'est précisément dans ces deux républiques que des formes de lutte inconnues jusqu'alors feront leur apparition vers la fin des années soixante. Dans la République orientale de l'Uruguay ce seront deux acteurs majeurs : dans la lutte électorale, le Front Elargi (Frente Amplio) et sous des formes extra-légales le MLN-Tupamaros. Pendant ce temps, au Chili, on assistait à l'émergence d'un puissant mouvement populaire à la tête duquel un PC madré et endurci par presque cinquante années de luttes et son allié, le Parti socialiste du Chili, essentiellement populaire mais ratisant de larges secteurs des couches moyennes. A la gauche de ces deux partis, une organisation guévariste qui, en moins de cinq ans, a su devenir incontournable, le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR).

En septembre 1970, la victoire de Salvador Allende aux élections générales a bénéficié de ces deux courants même si le MIR n'a apporté qu'un soutien critique, refusant toute participation aux responsabilités de gouvernement.

Bien que pour Washington le triomphe de l'Unité Populaire n'ait pas, à vrai dire, été tout à fait une surprise, il n'en pas été pour autant, moins désagréable. Voilà pourquoi dès le lendemain de la victoire populaire, la CIA et le Département d'Etat ont tout fait pour entraver l'arrivée au gouvernement de Salvador Allende : boycott

économique et complot séditieux impliquant des haut-gradés, des entrepreneurs et des journalistes à la solde des services nord-américains. Leurs agissements n'ont pas manqué de complicité au sein de partis politiques y compris parmi la Démocratie chrétienne au pouvoir. L'assassinat de René Schneider, général en chef de l'Armée de terre avant même qu'Allende soit confirmé par le Congrès, a montré jusqu'où les Etats-Unis étaient disposés à aller pour tordre la volonté démocratique du peuple chilien.

Le reste de l'Histoire est connu. Sabotage industriel, spéculation sur des biens de première nécessité, asphyxie économique et financière avec la participation active des institutions internationales (FMI, Banque Mondiale, BID...) et la bienveillance des démocraties occidentales (France, RFA, Pays-Bas, etc.). Pour finir, terrorisme et attentats contre la population et les infrastructures productives. Le Coup d'Etat a été le fruit d'une stratégie visant l'érosion politique d'un gouvernement qui comptait sur le soutien populaire et répondait aux aspirations les plus profondes de la majorité des Chiliens.

En Uruguay, avec le Coup d'Etat, il s'agissait de mettre fin à la déferlante qui, sur le plan électoral et à travers de nouvelles formes de luttes, plaçait le pouvoir traditionnel des gros propriétaires et des rentiers dans l'impossibilité de continuer à se servir d'une pseudo-démocratie usée et déconsidérée. La « *menace intérieure* » était telle qu'elle faisait vaciller la « *sécurité nationale* ». Il était donc nécessaire d'appliquer les bonnes recettes répressives apprises à l'Ecole des Amériques.

Les cas du Chili et de l'Uruguay semblent en apparence différents et ils ne se déroulèrent effectivement pas de la même façon. Néanmoins, tous les deux correspondent à l'utilisation, par les classes dominantes, d'une « *voie armée* » pour riposter à des aspirations légitimes et pacifiques auxquelles les fausses démocraties ne pouvaient plus répondre sans sacrifier l'essentiel de leurs intérêts.

La Guerre froide, lourd carcan pour le peuple latino-américain

Que reste-t-il de ces espoirs et de ces luttes d'il y a quarante ans ? L'espoir reste entier. La feuille de route des peuples latino-américains est remplie de luttes à mener aujourd'hui et dans l'avenir.

La carte de l'Amérique latine actuelle montre que, quatre décennies plus tard, nous ne vivons pas tout à fait dans le même cadre, même si les problèmes restent essentiellement ceux qui n'ont pas été résolus hier : inégalités criantes dans la répartition de la richesse nationale, exploitation sauvage des ressources naturelles, exclusion économique et politique de vastes secteurs sociaux, absence de gestion démocratique, non représentativité des institutions, etc. Cependant, face à ces mêmes défis, aujourd'hui les peuples ont découvert de nouvelles formes d'organisations et de luttes. Celles-ci varient d'une nation à une autre mais toutes sont exemptes du lourd carcan imposé par la guerre froide. En effet, toutes les aspirations politiques et sociales exprimées par les masses latino-américaines ont été balayées, dans le passé, d'un revers de main sous l'accusation de « *communistes* », « *marxistes* » ou « *à la solde de Moscou* ». Ces formules ont fait florès pendant plus de quatre décennies, entravant toute aspiration populaire ou toute revendication sociale et empêchant de se débarrasser de cet anathème excluante et rédhibitoire. On mesure aujourd'hui combien il serait ridicule d'accuser les Zapatistes ou le gouvernement d'Evo Morales d'être à la solde de Moscou. En cela, la fin de la guerre froide a libéré les forces populaires du continent et cela a facilité l'émergence d'expériences politiques créatrices et innovantes qui sont sources de surprises désagréables et même de désarroi chez les classes dominantes et l'administration nord-américaine.

Ricardo Parvex
Membre de l'AEXPPCH

L'ombre du Condor : contre-révolution et terrorisme d'Etat dans le Cône sud

Le Cône Sud à la fin des années 60-70 fut marqué par de fortes mobilisations et politisations sociales appelant à une rupture avec l'impérialisme. Quelques années plus tard, s'instaure une ère de violence politique étatisée marquée par la destruction de tous les espaces d'expression et de participation démocratique, l'écrasement physique et idéologique des militants syndicaux et des mouvements révolutionnaires, la mise en place de modèles économiques capitalistes dirigistes puis/ou néolibéraux. Par quels moyens s'est mis en place ce reflux brusque des luttes sociales ? Ici, nous abordons un aspect spécifique et essentiel de ce retournement de tendance : la mise en place d'un terrorisme d'Etat contre-révolutionnaire transnational, appuyé par l'impérialisme américain.

Ce changement brutal se produit à la fin de la « longue décennie » de l'Amérique latine, période qui s'étend du 1er janvier 1959 avec la prise du pouvoir à la Havane par les « Barbudos » au Coup d'Etat au Chili le 11 septembre 1973.

A cette date, le Cône Sud connaît déjà une vague dictatoriale qui s'effectue dans le contexte de la Guerre Froide : le général A. Stoessner au Paraguay depuis 19 ans ; les généraux brésiliens depuis 1964, le général Banzer en Bolivie depuis 1971 ; en 1973, la démocratie parlementaire uruguayenne est éconduite par le président Juan Maria Bordaberry. Au Pérou, le général Francisco Morales Bermudez écrase son collègue en uniforme, Juan Velasco Alvarado. Enfin, en 1976, s'initie la sanglante dictature militaire argentine du Général Videla.

Cette ascension de la terreur d'Etat laisse la région parsemée d'exilés et de réfugiés politiques : environ 4 millions de personnes doivent fuir leur pays d'origine mais on comptabilise également 50 000 assassinats, plus de 35 000 disparus et de 400 000 emprisonnés. Ces chiffres comprennent des militants de gauche, mais aussi de la droite parlementaire et nombre de personnes sans aucune activité politique et même des enfants. L'une des justifications avancées par les diverses dictatures dans l'utilisation de la violence politique d'Etat a été la nécessaire lutte contre la subversion menée par des organisations de lutte armée de gauche.

Plusieurs organisations appelant à la lutte armée et à l'utilisation de la violence révolutionnaire contre l'oppression et les inégalités sociales se sont développées, dans le sillage du guevarisme : en Uruguay, en Argentine, dans le sud du Pérou, au Brésil et au Chili. Cependant, elles subissent

dès leurs origines une répression organisée par des appareils étatiques, qui collaborent avec les services d'intelligence nord-américains et plusieurs groupes d'extrême droite : les « escadrons de la mort ».

Les militaires contre-révolutionnaires vont s'appuyer sur une véritable idéologie du type « guerre sainte » anticommuniste. Cette vision de la menace guerrillériste, sans commune mesure avec les forces réelles des mouvements insurrectionnels, permet de justifier tortures, enlèvements, disparitions forcées et terrorisme d'Etat. Derrière ce discours, la mise en place des dictatures répond à une phase de radicalisation de la lutte sociale, de politisation accélérée des classes populaires vers des positions anticapitalistes et de fait, à la déstabilisation directe des intérêts du grand capital dans la région. La figure « terroriste » est ainsi peu à peu assimilée à toute personne ayant eu un lien avec des organisations sociales et politiques, parfois travaillant seulement dans des quartiers populaires ou opposée à l'installation d'un régime dictatorial.





ce même service leur ait offert des équipements électriques permettant « l'interrogatoire » des « subversifs ». Cet appui matériel et intellectuel n'est pas apparu au milieu des années 60-70, lors de l'installation généralisée des dictatures dans le Cône Sud, mais constitue un travail de longue haleine, engagé très tôt par les services d'intelligence nord-américains, qui fait écho à « L'Opération Phoenix » dans la région du sud-est asiatique.

La naissance du Condor

Le cas du Chili illustre parfaitement cette situation. Il n'existait en effet pas de mouvement de lutte armée significatif. La majorité de la gauche au gouvernement croyait en la possibilité d'une transition institutionnelle et pacifique au socialisme avec l'appui des militaires dits « constitutionnalistes » et en alliance avec la bourgeoisie nationale « progressiste ». La junte dut donc inventer un ennemi interne. Le « livre blanc » qui servit à expliquer le pourquoi du Coup d'Etat, invoque la présence de pas moins de 15000 experts en guérilla. L'absence de résistance et de préparation militaire au Coup d'Etat, ainsi que les archives disponibles aujourd'hui, démontrent le contraire. En revanche, les archives et les documents déclassifiés nous apprennent la mise en place bien réelle d'une campagne de terreur d'Etat, coordonnée internationalement, nommée par ses organisateurs « Opération Condor ».

La doctrine de la sécurité nationale

L'idéologie anticommuniste des Etats-Unis et ses pratiques d'ingérences répétées contre les régimes progressistes latino-américains ont permis de semer les germes de l'Opération Condor. Dès 1945, les Etats-Unis rappellent aux militaires latino-américains le danger que constitue le communisme. Après la révolution cubaine, les Etats-Unis donnent une vision continentale à cette lutte contre le communisme, fondée sur la Doctrine de la Sécurité Nationale qui débouche sur la création des « Conférences des armées américaines ». La tactique de déstabilisation utilisée sous le Chili d'Allende, le fait que les diplomates américains comme le gouvernement aient comploté en faveur du Coup d'Etat, par le sabotage économique et l'utilisation du terrorisme, indiquent qu'il s'agit d'une politique impérialiste consciente, directe et assumée de la part des Etats-Unis. La CIA a également fourni des « leçons de tortures », il semble également que

L'un des axes principaux de l'Opération Condor se situe entre Santiago et Buenos Aires. Le projet est orchestré depuis Santiago par Manuel Contreras, directeur de la DINA (Direction d'intelligence nationale). Les premières collaborations avec l'Argentine s'effectuent sous le gouvernement de Perón avec le groupe paramilitaire Triple A (Alliance Anticommuniste Argentine), puis un contact direct s'établit entre la DINA et les militaires argentins. En mars 1974, des représentants des polices du Chili, d'Uruguay et de Bolivie se sont réunis avec Alberto Villar, sous-chef de la police fédérale argentine et cofondateur de la Triple A, afin de penser l'éradication des « subversifs » réfugiés dans l'Argentine de Perón.

La constitution formelle de l'Opération Condor date du 25 novembre 1975. Le Coup d'Etat de mars 1976 en Argentine donne une solidité réelle à la structure d'ensemble. D'amples accords de coopération sont conclus entre les différents pays cités, ainsi que le Pérou. L'architecture de cette transnationale terroriste est inspirée de l'Interpol (Organisation Internationale de la Police Criminelle). Elle permet de centraliser les informations et d'échanger des services entre les différentes polices politiques. Ce réseau recherche une efficacité optimale dans le cadre d'actions transnationales, dont les activités principales sont l'espionnage, la torture et l'assassinat de personnes de toutes nationalités, jugées comme subversives. Pour fonctionner, ce réseau nécessite une source de revenus et une structure financière d'appui. Les services secrets chiliens et paraguayens avaient à leur disposition les compagnies aériennes nationales et toutes les facilités des services postaux. Plusieurs entreprises commerciales fantômes, destinées à couvrir les activités terroristes, sont également créées. L'incursion progressive de ce réseau au sein du monde patronal et financier assoit les

bases d'une protection efficace des agents alors en activité, et ce jusqu'à aujourd'hui.

Le vol du Condor

Le 30 septembre 1974, à Buenos Aires, l'ex-vice président du Chili et ex-ministre d'Etat du gouvernement Allende, le général Carlos Prats et son épouse, meurent sous les coups d'une bombe à retardement, une opération menée avec l'appui de la direction de la police fédérale de Buenos Aires. Le 21 septembre 1976, Orlando Letelier est tué à Washington, dans le quartier des ambassades. Cet assassinat produit un tel scandale qu'il permit le début des investigations, notamment du grand reporter, Jack Anderson. Il semble que la CIA ait laissé agir délibérément les agents chiliens (voire qu'elle les ait aidés).

Les militants chiliens ont subi de nombreuses pertes hors de leurs frontières. Ce sont les militants du MIR chilien qui ont eu à souffrir le plus de cette répression, en tant qu'organisation politique. 33 citoyens chiliens seraient aujourd'hui considérés comme « *disparus* », après avoir été capturés par des agents argentins, paraguayens ou brésiliens, seulement entre 1975 et 1976.

Rapidement, la vague de terreur qui s'abat sur l'Amérique latine détruit ce qui restait des mouvements révolutionnaires qui sont rapidement désarticulés et dont les militants sont persécutés.

Outre des militants révolutionnaires et des membres de l'église catholique, l'Opération Condor s'est également chargée d'abattre des personnalités politiques jugées trop encombrantes. En 1981, la réunion de la Conférence des Armées des Amériques (CEA) se tient à Washington, où il est décidé de signer des accords bilatéraux sur les « *terroristes* » et de créer un secrétariat permanent, dont le siège serait au Chili dictatorial : dans le discours anticomuniste, on mentionne désormais, outre les habituels opposants de gauche et les prêtres progressistes, les organisations de droits de l'homme et de lutte contre l'impunité.

La fin du Condor ?

L'impact sur les sociétés latino-américaines est considérable en termes de destruction du mouvement social, des activités culturelles et de l'ensemble de la vie sociale et politique qui reste marquée par la violence, la peur et l'atomisation structurelle. Parallèlement ont été implantés par les dictatures de nouveaux modèles économi-

ques et sociaux, essentiellement de type capitaliste néolibéral. La pratique du terrorisme d'Etat ne se réduit donc pas à son action coercitive. Elle est intégrée dans la propagande des dictatures, pour imposer ou restaurer un régime économico-social inégalitaire et autoritaire.

Dans le cas du Chili de l'Unité Populaire par exemple, le terrorisme d'Etat a visé tout particulièrement les organes de « *pouvoir populaire* », qui menaçaient de mettre à mal les fondements même du capitalisme dans ce pays.

Formellement, il semble que l'Opération Condor disparaisse dans le courant des années 80 avec le retour des régimes parlementaires et l'installation de démocraties libérales dans la région. Cependant, rien ne permet d'affirmer que le système Condor a été entièrement dissous, bien au contraire. Tout d'abord parce que les réunions de la CEA continuent de se tenir de manière régulière et qu'elles continuent de considérer que la « *subversion* » se développe partout.

Ensuite, parce qu'actuellement une coopération multilatérale liée à la lutte antiterroriste est organisée sous l'égide des Etats-Unis. Enfin, parce que les événements en cours, notamment au Venezuela, en Colombie et au Pérou, soulignent le maintien de violences politiques de type « *contre-insurrectionnelles* » d'Etat ou paramilitaires, qui sont ouvertement appuyées par Washington.

Les archives découvertes permettent de mettre en accusation de nombreux exécutants et têtes pensantes de l'Opération Condor. Plus globalement, elles décrivent le degré de barbarie qu'a atteint la terreur d'Etat en Amérique latine. Il est légitime que cette histoire soit connue de tous et en priorité des nouvelles générations. Ce droit à la mémoire et surtout cette nécessité de connaître, comprendre et analyser le fonctionnement de la terreur étatique contre-révolutionnaire sont essentiels à la construction du futur des peuples latino-américains et indispensables à l'élaboration des projets de société à venir dans cette partie du globe.

*D'après un article de
Franck GAUDICHAUD, Président de FAL
Adaptation par Cora de Villeneuve
et Valérie Técher
(Membres du Comité Directeur)*

Mariano Puga : un pan de l'histoire du Chili de 1973 à 2013

Mariano Puga, prêtre issu de l'aristocratie, est allé vivre, à la lumière de l'évangile, avec les pauvres, frères égaux et responsables de leur avenir. Un symbole dans l'histoire du Chili.

FAL MAG : Est-ce que tu pourrais nous dire comment tu as vécu le 11 septembre 1973?

Mariano Puga : Juste avant le 11 septembre, j'étais à Chuquicamata (*la plus grande mine de cuivre du monde à ciel ouvert, ndlr*) avec sept prêtres. Le jour même du Coup d'Etat, on m'a envoyé à Santiago rencontrer le cardinal et trois autres évêques pour démarrer une expérience de prêtres ouvriers dans nos diocèses. Je prenais un petit déjeuner face au Siège de la CUT (« *Central Única de Trabajadores* », la principale fédération de syndicats chiliens), quand j'ai vu un mouvement de camions qui enlevaient des papiers, puis la nouvelle d'un Coup d'Etat s'est répandue comme une traînée de poudre, les tanks étaient en train de remonter la rue Agustinas.

J'ai pris contact avec Joan Alcina¹ pour le rencontrer en centre-ville. Ce fut le premier des prêtres assassinés. Puis avec un séminariste, nous sommes allés à La Moneda (palais présidentiel) où l'on a vu les troupes en train d'encercler le palais et d'empêcher les gens d'y accéder.

Nous remontions la rue Blanco Encalada, j'ai entendu là les avions qui bombardaient La Moneda, puis j'ai vu la fumée. Je crois que c'est un des moments de ma vie qui m'a le plus marqué. Le rêve d'un monde nouveau, d'une société nouvelle, tout cela... crac ! Quand j'ai vu à la télévision qu'ils annonçaient le suicide d'Allende, j'étais encore en centre-ville avec ce séminariste formidable, Antonio Pinchetti, que nous avions formé dans les poblaciones et qui avait eu l'autorisation de travailler au sous-secrétariat du ministre de l'Economie. En passant devant l'usine où il travaillait, il m'a dit « *Mariano, je vais rester là, avec les ouvriers* ». Il a été emprisonné, conduit au Stade Chile, et sur les gradins il a assisté aux derniers moments de Victor Jara. Finalement, un général l'a fait libérer... Aujourd'hui, il est mort.

Le soir, ils ont annoncé la mort d'Allende et des gens sortaient dans la rue pour danser, d'autres mettaient un drapeau chilien à la fenêtre, j'ai crié avec toute ma rage, mais en continuant à marcher, j'ai vu les drapeaux dans les rues... Bah ! Bon... Voilà. C'est ce que j'ai vécu !

Mariano Puga, lors de l'enterrement de Pierre Dubois



© Alejandro Olivares, The Clinic

FM : Tu représentes une génération de prêtres de gauche qui n'ont pas changé leur engagement après le Coup d'Etat et malgré les persécutions, donc depuis 40 ans. Comment vois-tu le Chili d'aujourd'hui ?

MP : Le Chili d'aujourd'hui a très peu à voir avec celui dont nous avons rêvé et souffert. On est entré dans le système capitaliste et le Chili aujourd'hui, me produit une certaine honte. On est entré dans l'orbite de la société de marché. C'est tout le contraire de nos rêves.

FM : Mais, quand même, ces dernières années, je pense aux « *pinguinos* »², aux étudiants : est-ce que tu y vois un certain espoir ?

MP : Le Chili dont nous avons rêvé, aujourd'hui ce sont les jeunes qui le portent. Les anciens partis politiques n'ont rien à dire. La société civile et l'Eglise non plus. Les seuls qui se battent pour un Chili nouveau, ce sont les jeunes. Lors de l'enterrement de Pierre Dubois³, le cortège passait devant des lycées, et les lycéens étaient tous dans la rue à crier en faveur de « *l'Eglise des pauvres* ».

FM : Est-ce que malgré la position générale de l'Eglise au Chili, tu vois une lueur d'espoir parmi les évêques, les communautés, les groupes qui créent la nouvelle Eglise au Chili ?

MP : Je crois que durant la période de Jean-Paul II, l'Eglise a vécu une crise -comme la société- dans les Communautés de Base, la Théologie de la Libération, l'Eglise des Pauvres.

¹ Prêtre espagnol, militant syndical, travaillant à l'Hôpital « *San Juan de Dios* ».

² Nom donné, en référence à leur uniforme scolaire, aux étudiants qui manifestaient en 2006. Voir FALMAG 106, p.8.

³ Prêtre français engagé dans le mouvement ouvrier au Chili depuis 1963 à Coronel-Lota, puis nommé curé à « *La Victoria* », et expulsé par Pinochet en 1986, mais rentré en 1990. Il sera honoré de la nationalité chilienne par le président Lagos en 2001 pour ses engagements auprès du peuple chilien.



Mariano Puga, sur l'île de Chiloé, où il vit depuis une dizaine d'années.

L'influence de Jean-Paul II a fait que l'Eglise s'est repliée sur elle-même en tournant le dos à la société. Sans utopie, les Chrétiens sont restés à l'intérieur. Maintenant des jeunes dans l'Eglise sont très engagés. Il y a encore des évêques, des prêtres, des religieuses et des laïcs valables mais qui n'ont pas l'appui de l'Eglise. Les laïcs n'ont pas le droit à l'initiative. Cependant l'an dernier pour le 50ème anniversaire du Concile, des laïcs sont intervenus en pleine Alameda (grande avenue de Santiago du Chili) avec ce slogan « *Eglise, Eglise, Eglise, où es-tu ? L'Eglise c'est le Peuple et c'est dans la rue qu'elle doit être* ». Mais je crois que tout ce renouveau est trop éparpillé.

« Le Chili dont nous avons rêvé, aujourd'hui ce sont les jeunes qui le portent. »

L'autre espace de réflexion reste la traditionnelle « *Retraite de Pirque* » : ils étaient 80 cette année avec Javier Pinto⁴ qui dit : « *moi, je ne veux pas être théologien de Faculté, je veux être théologien du peuple* ». Mais, au Chili, aucune université ne l'invite, alors il va où on l'appelle et moi je l'emmène pour une session de 10 jours de formation pour les 40 « *fiscales* »⁵ de l'île de Chiloé.

Et puis, il y a un petit renouveau hiérarchique. L'évêque d'Iquique, lors du 100ème anniversaire du massacre de l'Ecole « *Santa María* », a demandé à un historien d'en faire l'histoire et lui-même en a conclu les défis pour l'Eglise d'Iquique. Le seul document valable d'un évêque depuis 15 ans !

FM : On peut passer du Nord au Sud, avec l'évêque

⁴ Prêtre basque espagnol, travaillant à l'Université d'Amérique Centrale du Salvador, un fondateur intransigeant de la Théologie de la Libération, persécuté par le Vatican.

⁵ Nom donné aux responsables laïcs des Communautés chrétiennes de l'île Chiloé par les missionnaires jésuites depuis 1621.

⁶ Voir FAL MAG 106, p. 22 et suivantes « *Une Patagonie sans barrages !* ».

⁷ Voir FAL MAG 108.

Luigi Infanti de Aysén qui a pris position pour les gens de sa région contre le méga projet « Hydro Aysén »⁶ ?

MP : Ah, c'est exceptionnel. Mais tu sais qu'il n'est pas pris en compte par le gouvernement, ni soutenu par l'Episcopat ! Il a cependant été invité en Europe, a participé au Forum Alternatif Mondial de l'Eau⁷ à Marseille et a donné une conférence à Bruxelles. C'est le seul avec Alejandro Goich, qui donne un exemple d'Eglise des pauvres. On vient de nommer à Santiago un jeune évêque, Pedro Osandón qui était auxiliaire de Concepción. Il a décidé d'aller vivre à la *población* « *La Legua* » où il a dit : « *C'est vous qui m'avez appris à être prêtre* », parce qu'il y était vicaire quand j'en suis parti pour Chiloé, « *maintenant, c'est à vous de m'apprendre à être évêque !* ».

FM : Pour conclure, est-ce que tu as quelque chose à ajouter à l'occasion du 40ème anniversaire de la mort de Salvador Allende ?

MP : Je crois que le Chili a préféré se tourner vers les Etats-Unis plutôt qu'entrer dans le projet de l'ALBA... Michèle Bachelet, sûrement la prochaine présidente, n'aura sans doute pas la volonté politique d'être plus critique. Si les étudiants, le monde de la santé et les ouvriers arrivent à travailler ensemble, ce ne sera pas facile pour elle de gouverner. Mais il est vrai que le monde ouvrier est très divisé...

Propos recueillis par Miguel Donabin, membre du Comité Directeur de FAL
Adaptation : Nadyne Bensadoun (FAL Marseille)

Regards de deux réalisateurs chiliens : Carmen Castillo et Emilio Pacull

Carmen Castillo est réalisatrice d'origine chilienne. En 1974, elle est grièvement blessée à Santiago tandis que son mari, Miguel Enriquez, chef du mouvement du MIR, est assassiné par la DINA.

Pour FAL MAG, elle nous livre des réflexions sur l'engagement, son oeuvre, sur le Chili d'aujourd'hui.



FAL MAG : Y a-t-il un rapport entre ton engagement politique et ton travail de cinéaste ?

Carmen Castillo : Oui, parce que je ne suis pas une cinéaste née avec la passion du son et des images. Je n'ai pas eu de formation de cinéaste. A l'origine j'étais historienne. C'est l'expérience de l'exil... Le souvenir, la mémoire est quelque chose de mouvant. Elle nous prend la plupart du temps par surprise. Le fait qu'ils ne nous ont pas vaincus, comme sujet, comme collectif, s'explique parce que la mémoire des joies, du bonheur de l'engagement politique est devenu du sang qui circule dans le corps et non pas des images en noir et blanc. Nous sommes toujours jeunes. Nous sommes toujours pleins de curiosité, d'intérêt, d'envie de comprendre le temps présent. Le passé est en nous et il bouge avec nous, il ne fait que densifier le regard et le rendre possible.

J'ai donc fait du cinéma parce que je voulais raconter nos histoires. Au début, ce n'est qu'une histoire d'exil. Quand Pierre Devert, le père de mes enfants, m'appelle pour travailler sur un film en 1981, il va se produire ce dialogue extraordinaire entre les images que mon père me ramène de Santiago et moi qui lui répond depuis l'exil avec ce décalage et cette totale ignorance que j'avais de ce qui était en train de se passer au Chili. J'ai

dû accepter de n'être plus là-bas pour raconter une histoire depuis Paris, depuis l'exil. Ce film qui s'appelle *Les Murs de Santiago* a été réalisé par Pierre Devert et Fabienne Servan Schreiber. Il a fait naître un début de ce désir de raconter nos histoires à travers la forme cinématographique. Même un film musical comme *Une éducation amoureuse*, qui parcourt toute l'Amérique latine, a quand même à voir avec cette génération, la mienne, celle des années 60. Le boléro ou la manière d'aimer, les notes musicales de la danse, tout ça a un rapport avec la Révolution.

Je me suis donc retrouvée très concernée par ce contexte historique qui a été le mien, qui fait que la chose politique me passionne, mais pas comme un objet que je vais manipuler. Elle me passionne parce que chaque action de mes jours présents est reliée et se relie à tout ça. On peut dire que oui, le cinéma et la politique pour moi ont marché ensemble.

Mes films sont à chaque fois des plongées. La plus notoire est *Rue Santa Fé* ou la plongée totale dans l'Histoire personnelle du MIR, de Génération, de la résistance, l'Histoire collective. Je me suis autorisée à la raconter à la première personne de mon point de vue de narratrice. Dans ce film, je suis protagoniste au même niveau que les autres protagonistes du film parce que je me suis dit que c'était ma légitimité. Celle de dire d'où je parle, avec quelles tripes, avec quel regard puisque je ne fais pas de l'Histoire. Je fais juste un récit personnel qui traverse la grande Histoire mais qui traverse mon histoire. Le film

lui-même, en se fabriquant pendant 5 ans, m'a plongée dans le Chili d'aujourd'hui. Ce sont les collectifs organisés, les étudiants, les jeunes qui exigent qu'on raconte, qu'on transmette. Non pas des actes héroïques, non pas seulement la douleur, mais qu'on transmette la pensée politique. C'est-à-dire comment on pensait faire les choses qu'on faisait pour changer le monde.

Je n'ai pas de compartiments, de cloisonnements. La question est de rester ouverte aux bifurcations.

« Oui, pour moi, le cinéma et la politique ont fonctionné ensemble »

L'Histoire est faite de bifurcations et il faut pouvoir les voir, les apercevoir, les dompter. Je crois qu'à chaque fois il s'agit d'un film, ce n'est qu'un film, ce n'est pas des actions qui vont avoir une influence déterminante pour changer le monde.

FM : *Peut-on dire que Rue Santa Fé est toujours vivant, qu'il crée le débat ?*

CC : Je pense que tout film, tout livre, toute chanson reste vivant dans la mesure où si tu réussis à être juste et sincère sur un moment donné, il va continuer à vibrer. L'autre jour, à Toulouse aux Rencontres avec le cinéma d'Amérique latine, la salle était encore une fois pleine de jeunes. J'adore écouter. Pendant toutes ces années de projections-débats en France et partout dans le monde, j'ai eu l'impression que ce film continuait dans la salle. Chaque personne qui levait la main, nous faisait partager un témoignage, une émotion, un questionnement. A chaque fois, les séances devenaient très politiques et la question se posait de savoir comment on fait maintenant.

Je n'ai pas la réponse à cette question. Mais je peux juste leur rappeler que le fait d'être ensemble, en collectif, c'est mieux, plus amusant, tellement mieux pour que le désir renaisse. Dans le monde d'aujourd'hui, cette gaité qui porte ce temps que j'ai eu le privilège de vivre est contagieux et il faut être contagieuse de cet esprit du bonheur. C'est un mot mal utilisé par le néolibéralisme. La société d'aujourd'hui nous oblige à être heureux et à ne pas avoir des problèmes, à être parfaits, jeunes, jolies.

Ça, ce n'est pas la vie ! La vie n'a jamais été le bonheur. Mais quand je parle de cette joie de l'engagement politique, c'est pour rappeler que ce n'est pas un sacrifice. Au contraire, c'est rempli de vie et de vie normale. Tout les gens normaux peuvent vivre ça. Nous étions des gens normaux, on était des femmes amoureuses, on voulait avoir des enfants et tout ça s'est passé au milieu de tout ça.

FM : *Ce cinéma-là raconte précisément le Chili des décennies perdues, celui qu'il était impossible de raconter sous une autre forme parce que la dictature avait tout tu. En France, il est plus facile de s'exprimer, le Chili actuel est toujours clivé, et il y a l'omerta. Crois-tu que l'expression du cinéma ou du documentaire est le moyen d'accéder aux nouvelles générations? Je pense en particulier au mouvement des étudiants qui fait que notre mémoire, celle que nous nous partageons, commence à s'immiscer.*

CC : J'ai été très surprise par la culture politique

extraordinaire de ces jeunes au Chili. Ils n'ont pas fait l'expérience de toutes ces années-là et pourtant cette culture politique circule à grande vitesse via les nouveaux moyens de communication. On peut trouver tous ces documentaires en un clic sur internet. Ils ne sont pas de bonne qualité mais on peut y accéder. Et ce malgré l'amnésie déclarée, institutionnalisée, malgré la très mauvaise qualité de la télévision, malgré l'absence de salles pour voir les films, une décision du système qui n'est même pas une censure. On ne peut pas montrer un film dans la société ultralibérale du Chili où tout est fait pour crétiniser, divertir et vivre l'instant individuellement.

Face à ça, tu as l'urgence d'un mouvement qui vient te convoquer, te ramener dans les ateliers, à des projections dans des lycées, des universités, dans les recoins du Chili. Et là, tu te trouves avec des jeunes qui ont lu les documents et les discours du MIR. Je suis émerveillée et pleine d'énergie parce que ça nous rend la vie belle de savoir qu'ils n'ont pas pu nous tuer malgré la dictature, les massacres, la torture, tous les morts, malgré je ne sais combien d'années de transition et de démocratie surveillée et ultralibérale. Malgré tout ça, voilà le Chili qui fait une révolution des mentalités, quand les étudiants ont relié éducation gratuite et nationalisation. Impensable il y a quelques années. Nationalisation était un mot ringard, un mot du passé. Et puis tout d'un coup, avec la crise économique, on en reparle. Quand les étudiants se sont jetés dans les rues, c'était très émouvant.

FM : *Tu fais souvent le pont entre la France et le Chili...*

CC : La France qu'on a connue n'avait rien à voir avec celle d'aujourd'hui, elle était réellement accueillante et on a eu une chance inouïe : le comité Chili avec ses 600 000 personnes ! Ce que je célèbre dans votre démarche, la revue, le collectif qui travaille pour les 40 ans, c'est ce travail d'archivistes : retrouver les films, les montrer, les écrits, les penseurs. Mais aussi que vous avez relié encore une fois la France et le Chili et les différentes générations du présent et du passé. On est sur la même longueur d'onde. On n'est pas là seulement pour pleurer. Les larmes et les rires vont ensemble. Dans la vraie tragédie, il y a toujours les deux.

*Propos recueillis par Renata Molina,
Rédactrice en chef du FAL MAG
Retranscription : Cora de Villeneuve
Adaptation : Valérie Técher*

Né au Chili, Emilio Pacull est auteur et réalisateur pour le cinéma et la télévision française. Ancien élève de l'IDHEC, il fut l'assistant de Costa-Gavras, Roberto Rossellini et François Truffaut. Auteur-Réalisateur de « Terre Sacrée », long-métrage sélectionné au Festival de Cannes 1988. Il reçut le Prix de la SACD et le Prix de la Fondation GAN pour le cinéma. Son deuxième long-métrage, « Héros Fragiles » a reçu plusieurs récompenses internationales. Il a écrit et réalisé plus de vingt films documentaires.

FAL MAG : Dans ta filmographie, tu consacres un certain nombre de tes documentaires à l'Amérique latine et au Chili en particulier. En quoi ton histoire personnelle a-t-elle une influence dans ton œuvre de création ?

Emilio Pacull : Pour toute personne qui travaille dans le domaine de la création, que cela soit un écrivain ou un cinéaste, les événements de la vie de chacun vont faire partie intégrante de sa réflexion, ils seront une sorte de matière première avec laquelle on va se nourrir pour s'exprimer à travers la peinture, la littérature ou le cinéma. Les événements du Chili, qui ont atteint si violemment notre pays et touché particulièrement des amis et des membres de ma famille, ont marqué pour toujours ma façon de faire et naturellement influencé mon travail cinématographique.

FM : Tu avais 23 ans au moment du Coup d'Etat. Tu appartiens à une génération qui a voulu changer le monde et s'est fortement impliquée ou engagée. Comment vivais-tu à l'époque ? Et comment as-tu vécu le Coup d'Etat du 11 septembre 1973 ?

EP : Je viens d'une famille de la classe moyenne chilienne. Mon grand-père était un écrivain assez connu au Chili, et ma mère a été une artiste également assez connue. Ils étaient des personnes très engagées dans un courant humaniste. Chez moi, depuis ma plus tendre enfance, j'ai toujours vu et entendu le profond respect que mes parents avaient pour les personnes plus humbles ainsi que leur désir de vivre dans un monde plus juste. Sans être militants d'un parti politique en particulier, ils pensaient que notre pays avait besoin de profondes transformations sociales. Dans la mesure où j'avais un grand respect pour mes parents, assez jeune j'ai commencé à adhérer à la pensée familiale, parce que je voyais qu'il y avait une grande cohérence entre la parole et les actes.

Quand je sortais de l'enfance, ma mère s'est mariée avec Augusto Olivares, qui était un homme très engagé auprès de Salvador Allende. Sans être militant non plus, Augusto Olivares s'était engagé depuis 1958 auprès d'Allende puisqu'il



© Emilio Pacull

croyait aussi à l'idéal de justice sociale qu'il incarnait. L'Amérique latine vivait à cette époque de profonds bouleversements et j'ai commencé à militer et à m'engager dans cet immense projet de transformation de la société chilienne.

Le jour du Coup d'Etat militaire, j'étais en France. Je suis venu en France pour faire des études de cinéma en avril 1973. Et donc, le jour du 11 septembre, j'étais ici en France.

FM : A l'occasion de la sortie de ton film *Héros fragiles*, France Amérique Latine et l'association d'ex-prisonniers politiques chiliens – France ont beaucoup accompagné en organisant des débats après sa projection dans des salles en région parisienne et en France. Ce qui est touchant dans ton film, c'est cette volonté de transmission générationnelle et notamment les passages avec ta fille, Raphaëlle ?

EP : Dans l'histoire que je raconte dans le film «*Héros fragiles*», il me semblait important de pouvoir communiquer à ma propre fille mon histoire récente et celle de ses grands-parents. Je voulais lui raconter qui étaient ces grands parents mythiques qu'elle a si peu connus. Lui parler de cette merveilleuse génération de Chiliens et de Chiliennes qui ont donné leur vie pour construire un monde meilleur. Lui montrer que même dans l'échec les valeurs qu'ils ont défendues demeurent les valeurs incandescentes de l'humanité. C'était également une manière de laisser une trace. Je crois que les créateurs ont le devoir de laisser des objets, des choses, des témoignages

qui interpellent les générations qui suivent. C'est ce que j'ai voulu faire.

Ma fille vivait à ce moment-là aux Etats-Unis, et j'ai souhaité l'inviter à venir me rejoindre au Chili pendant le tournage, et à me rencontrer pendant que je réalisais le film. J'étais en train de réfléchir à l'histoire passée et de m'y projeter. C'était quelque chose de très intime et j'ai voulu qu'elle partage avec moi ce moment si particulier. A ce moment-là, je ne savais pas du tout si j'allais l'intégrer dans le film ou pas. Je lui ai juste dit «viens me voir, je te paye le billet d'avion».

Quand elle est arrivée, les choses se sont mises en place peu à peu et se sont déroulées de façon extrêmement naturelle. Ce sont les images de nous deux que l'on voit dans le film, tout s'est fait sans aucune préparation, avec très peu de mise en scène. Cela est né de mon désir et de mon besoin de communiquer avec ma fille cette histoire du Chili et de laisser un morceau de mémoire aux générations futures.

FM : Ta filmographie et ce film *Héros fragiles* ont-ils été édités au Chili ?

EP : Oui, oui ! C'est d'ailleurs une fierté par rapport à ce film-là en particulier. Nous avons eu une sortie à Santiago dans une salle seulement avec un public peu nombreux (3000 personnes au Ciné Arte Alameda). Mais, ce qui nous a rendus très heureux, c'est que nous avons fait une sortie DVD du film avec le journal *The Clinic* (journal satirique, *ndlr*), et nous avons réussi à vendre plus de 4000 DVD ! Et pour le Chili, c'est très bien ! Et du coup,

c'est un film qui se trouve sur les étagères d'au moins 4000 familles !

FM : Quel regard as-tu par rapport au Chili d'aujourd'hui ?

EP : Moi, je commence à vieillir, et j'ai la nostalgie du Chili de ma jeunesse, mais bon... J'ai un peu de mal avec tout ce qui s'est passé avec la dictature et avec la Concertation ensuite. Je pense que le Chili est dans un néolibéralisme outrancier et cela me rend très malheureux. Le Chili a perdu beaucoup de ce qui était son identité et des raisons pour lesquelles nos parents ont lutté. Le Chili est devenu pour moi le symbole d'un cinglant échec et cela me rend un peu amer. Je continue à faire des films au Chili, j'aime me plonger dans la géographie foisonnante et mystérieuse de mon pays, rencontrer les êtres oubliés du progrès, ce qui reste de sa nature vierge, des animaux, des glaces. Je veux toujours témoigner avec ma camera.

Mais, je crois aussi qu'une nouvelle génération est née maintenant. Camilla Vallejo, Giorgio Jackson (*leaders du mouvement étudiant chilien de 2011, ndlr*) sont des personnes qui ont fait des choses importantes et respectables pour mon pays. S'il y a un salut possible pour le Chili, il viendra forcément de leur génération, qui bouscule beaucoup de choses dans le Chili d'aujourd'hui.

Propos recueillis par Renata Molina

POUR ALLER PLUS LOIN...

Filmographie sélective de Carmen Castillo :

1983 : *Les Murs de Santiago*.

1985 : *Etat de guerre : Nicaragua*.

1994 : *La Flaca Alejandra* (réalisé avec Guy Girard) - FIPA d'Or du documentaire.

1995 : *Véridique légende du sous-commandant Marcos*.

2007 : *Rue Santa Fe* (Calle Santa Fe), sélectionné à Cannes dans la section un *Certain Regard*.

2010 : *Pour tout l'or des Andes* (Arte).

Filmographie sélective d'Emilio Pacull :

1988 : *Terre Sacrée*, long-métrage sélectionné au Festival de Cannes 1988.

1988 : *Paysage d'un cerveau*.

Les enfants de rues à Mexico, Prix de la SACD et Prix de la Fondation GAN pour le cinéma.

Mémoires de la Terre de Feu, Premier Prix du Festival Media-Sud à Genève et Prix de la Jeunesse.

Grand Premier Prix du festival « Cinéma et Histoire » de l'UNESCO.

Prix de la meilleure recherche documentaire au Festival de Valparaiso.

2003 : *Les Orphelins du Condor*.

2004 : *Hollywood et le Pentagone* (ARTE).

2006 : *Bienvenue chez... Pepe* (ARTE).

2007 : *Héros fragiles* (sortie nationale mai 2007).

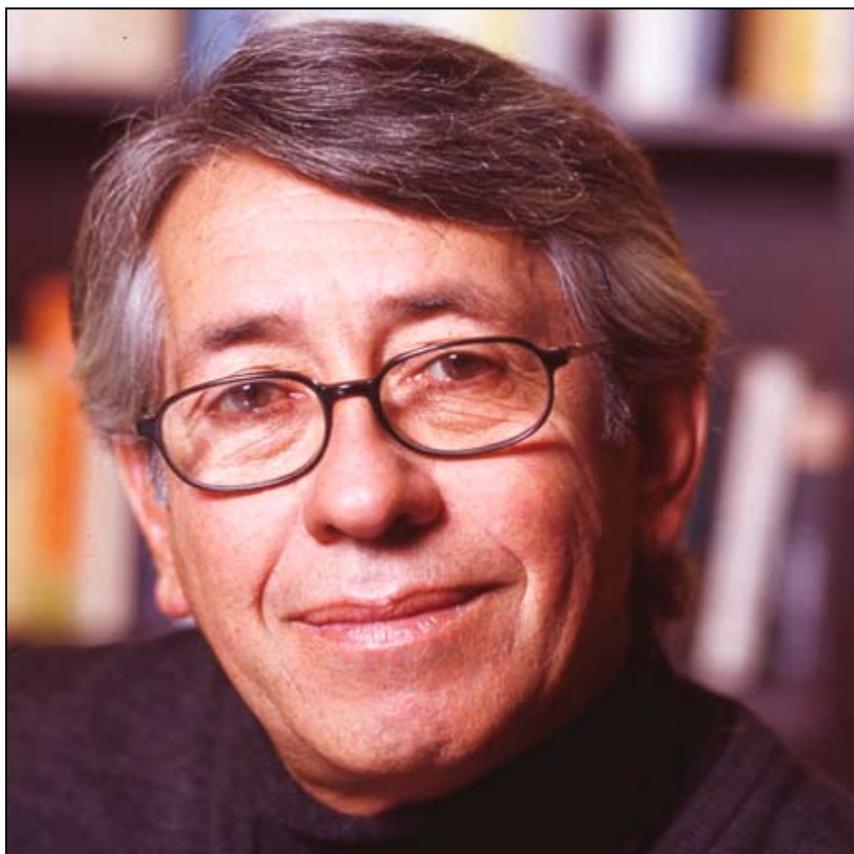
2008 : *Mister Présid* (ARTE).

2010 : *La route australe* (France 3).

2011 : *Chroniques du bout du monde* (France 3).

Uruguay, l'espoir en marche

Nous avons rencontré et interrogé Carlos Liscano, à l'occasion de sa venue à Paris en octobre 2012 au Festival América de Vincennes. Prisonnier politique sous la dictature uruguayenne, écrivain, il s'est engagé dans le combat pour la démocratie. Il nous livre ses réflexions sur les défis que doit relever l'Uruguay aujourd'hui.



Mon nom est Carlos Liscano, je suis né en Uruguay en 1949, j'ai 63 ans.

J'ai été emprisonné de 1972 à 1985, temps durant lequel je suis devenu écrivain. En 1981 j'ai commencé à écrire parce que dans l'isolement, il est nécessaire d'avoir à la fois une discipline physique et mentale. J'ai écrit un roman en six mois, malgré les interdictions, la répression, la saisie de mes manuscrits, et je continue jusqu'à présent.

Après ma sortie de prison, j'ai vécu dix ans en Suède, je suis revenu en 1996 et j'ai travaillé en tant que professeur, journaliste. De 2009 à 2010, j'ai occupé le poste de vice-ministre de la Culture dans le gouvernement de Tabaré Vasquez.

J'ai aujourd'hui un poste dans la politique du gouvernement de gauche. C'est un engagement important. Être de bons gestionnaires, ne suffit pas à changer les choses. Le défi pour nous est d'apporter des transformations pérennes. On peut améliorer les conditions matérielles (se nourrir, se loger), mais il faut qu'elles deviennent un droit pour tous, un droit inscrit, et non un cadeau passager.

Les deux gouvernements de gauche en Uruguay ont introduit des mutations profondes, je pense à

l'abaissement du taux de pauvreté et la quasi élimination de l'indigence. Cela signifie qu'il y a des milliers d'enfants qui ne grandiront pas avec la faim au ventre et cette avancée sera déterminante tout au long de leur vie. Un enfant qui a faim a un développement précaire. En ce sens, les deux gouvernements successifs ont enregistré de réelles mutations, durables, en elles mêmes.

A l'heure actuelle, la défense des droits de l'homme, le droit à la vie comme droit fondamental, le droit à la santé, à l'éducation, au travail, au logement, à la liberté d'expression, à la libre circulation, le droit d'accès des handicapés à tous les lieux publics, le droit des femmes, des personnes âgées, la lutte contre la violence domestique : ce sont quelques-uns des changements qu'ont essayé d'introduire les deux gouvernements de gauche. Mais il reste encore beaucoup de « chantiers » à réaliser pour faire de l'Uruguay une société essentiellement démocratique.

FAL MAG : A ce sujet, votre génération a voulu changer le monde et pas seulement en Uruguay. Il y a eu « les années noires » mais maintenant, croistu que ce que vous vouliez à l'époque est en train de se réaliser de manière concrète ? Tu dis « j'ai le sentiment d'avoir l'âge de ces années et maintenant l'engagement est dans le pouvoir... ».

CL : Je dis que l'engagement est le même, car j'ai entendu ces quarante dernières années des gens de ma génération dire que « tout a été en vain », et ça, je ne le crois pas. Nous avons d'autres objectifs, le monde était différent, nous avons beaucoup d'enthousiasme mais peu d'expérience. Cependant, ne pas être indifférent à la société est une obligation morale et nous avons maintenant l'occasion en Uruguay de l'exprimer sans restriction, nous devons donc être en mesure de gouverner. Je suis actuellement directeur de la Bibliothèque nationale de l'Uruguay. Petit établissement dans l'Etat, elle est la plus ancienne institution culturelle dans le pays. Il faut que je démontre mes capacités d'administrateur, car pour changer le monde, il faut y travailler de manière intelligente, rationnelle. Si l'alimentation des enfants est essentielle,

l'alphabétisation (apprendre à lire et à écrire) l'est tout autant : c'est un outil pour la vie qui leur permettra d'être libres.

Alors, une société plus démocratique, juste et équitable est un enjeu qui exige beaucoup plus que de la bonne volonté et des idéaux. Il faut aussi des techniciens aptes à diriger, à introduire des changements, des nouveaux savoirs, de nouvelles technologies. Savoir le modèle de développement que nous voulons, sans pour autant acheter toutes les technologies qu'on nous propose au quotidien, souvent superflues. Comme l'ont fait les gouvernements issus de la bourgeoisie.

Les pays d'Amérique latine sont le résultat de 200 ans d'indépendance. Nous devons sauver notre passé, et continuer à développer nos sociétés vers plus de justice, de démocratie et d'équité, tout en étant convaincus qu'aucun de ces trois éléments n'est immuable.

FM : *Depuis 10 ou 15 ans, des gouvernements progressistes font leur apparition en Bolivie, en Equateur, au Brésil, au Venezuela. Penses-tu que cette dynamique continentale continuera dans cette voie, ou est-elle encore fragile ?*

CL : Rien n'est jamais statique ! La situation actuelle des pays de l'Amérique latine est issue de différentes expériences, cependant il n'est pas étrange que

la présidente du Brésil, le président de l'Uruguay, aient été emprisonnés ! Le débat en Amérique latine va se poursuivre. Voilà pourquoi il faut prouver notre capacité à mieux faire que les autres ! Sinon, d'autres viendront détruire tout ce qui a été fait.

Nous devons donc introduire des changements solides et le seul qui ne puisse pas être démolé facilement, est celui qui s'opère dans la tête des gens. On peut supprimer des ministères, des écoles, des postes de police mais ce qui est dans la tête des gens ne peut pas s'effacer facilement.

La formation des jeunes en premier lieu, je parle de formation et non d'idéologisation. Être critique, comme nous l'avons été nous-mêmes à 20 ans. Avant, le paradis était ailleurs. Maintenant que ce paradis tire à sa fin, il y a une revalorisation de notre identité, et de notre territoire. C'est à nous, les vieux, d'aider et d'expliquer que tout n'est pas tel qu'on le montre à la télévision. On doit convaincre les scientifiques, les chercheurs de rester dans le pays. Mais aussi leur offrir des conditions de travail et des rémunérations dignes, pour eux et leurs familles, sans avoir à travailler parfois sur 4 lieux différents à la fois pour survivre. Il est temps !

*Propos recueillis par Renata Molina
Retranscription et traduction : Nelly Bertin
Adaptation: Nadyne Bensadoun*

BIBLIOGRAPHIE de Carlos Liscano

- La route d'Ithaque.* Paris, Belfond, 2005.
- Le fourgon des fous.* Paris, Belfond, 2006.
- L'impunité des bourreaux L'affaire Gelman.* Paris, Bourin, 2007.
- Le rapporteur et autres récits.* Paris, Belfond 2012.
- Souvenirs de la guerre récente.* Paris, 10/18, 2009.

AUTRE BIBLIOGRAPHIE URUGUAYENNE SELECTIVE :

Amorin Carlos, *Sara ou le combat d'une mère.* Toulouse, AAEL, 2005.

Benedetti, Mario :

- *La trêve*, Paris, Éditions Belfond, coll. « Grands romans », 1982 (réimpr. 1986, 1998), 192 p.
- *L'étincelle*, Paris, Éditions Belfond, coll. « Littératures étrangères », 1983 (réimpr. 1987)
- *Primavera con una esquina rota, - Printemps dans un miroir brisé*, Paris, Éditions Belfond, 1982. (réimpr. 1998).

Galeano, Eduardo :

- *Jours et nuits d'amour et de guerre.* Paris, Albin Michel, 1978.
- *Mémoire du feu - Les Naissances* (1982, Memorias del fuego I - Los nacimientos) *Mémoire du feu II - Les Visages et les masques* (1984, Memorias del fuego II - Las caras y las máscaras) *Mémoire du feu III - Le Siècle du vent* (1986, Memorias del fuego III - El siglo del viento) Paris, Lux, 2013

Gatti, Mauricio, *Dans la forêt vierge il y a fort à faire*, Toulouse : AAEL, 2002

Labrousse Alain. *Les Tupamaros : Des armes aux urnes.* Paris, Editions du Rocher, 2009

Alain Labrousse, Denis Merklen, Jaime Yaffé, Daniel Olesker Collectif . *Problèmes d'Amérique latine (N° 74), L'Uruguay gouverné à gauche.* Paris, Choiseul, Automne 2009

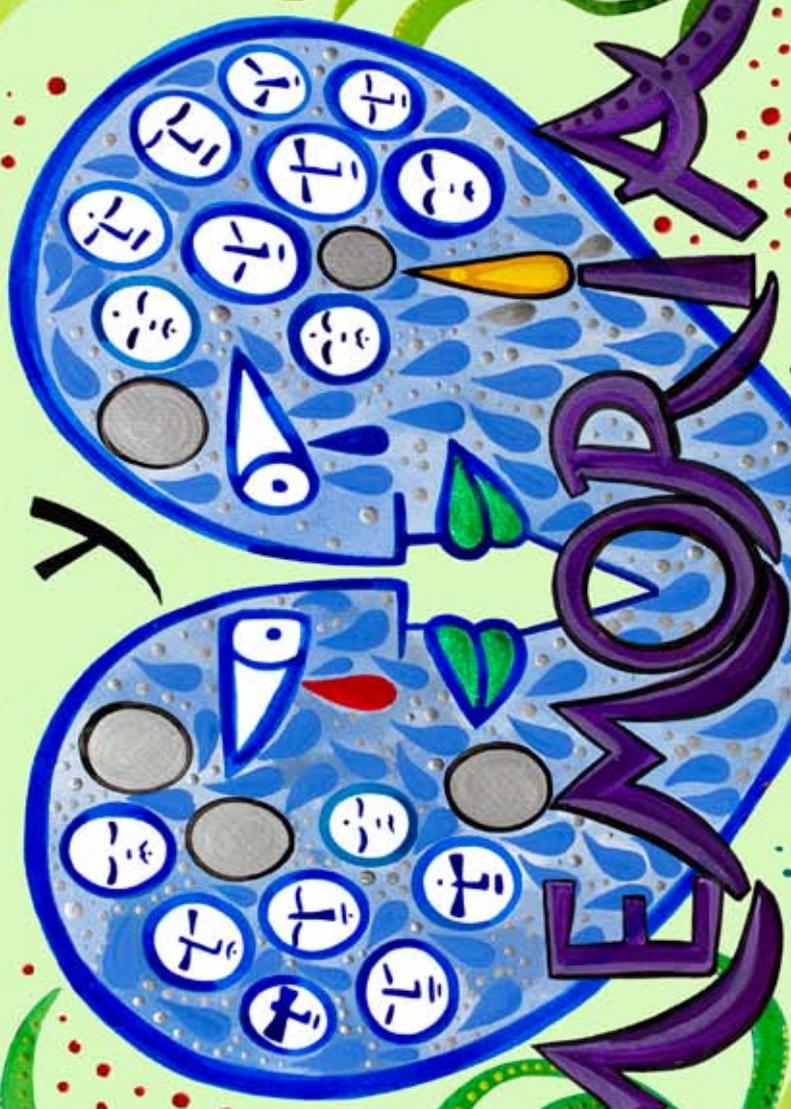
Labrecque Georges, *Les différends territoriaux en Amérique Latine*, Jurisprudence de la Cour internationale de Justice. Paris, L'Harmattan 2011.

Viglietti Daniel, *Daniel Viglietti, chansons pour notre Amérique*, Paris, Éditions du Cerf, coll. « Terres de feu », 1977.

URUGUAY

CON VERDAD, JUSTICIA Y

CHILE





OTRO

MUNDO ES

POSIBLE

COORDINACIÓN LATINOAMERICANA 40 ANOS

LE MONDE DIPLOMATIQUE

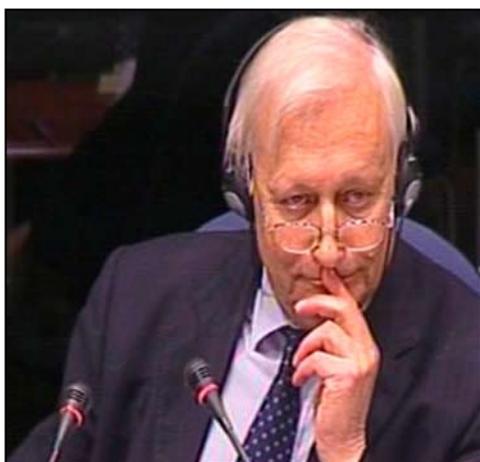
Federica MATTA 2012



Historique de la lutte contre l'impunité et de la Convention des Nations Unies sur les disparitions forcées

Retranscription de l'intervention de Louis Joinet lors du colloque organisé par France Amérique Latine et l'Association des Ex-Prisonniers Politiques Chiliens-France en 2010.

Louis Joinet est cofondateur du Syndicat de la Magistrature en 1968, conseiller à Matignon puis à l'Élysée pendant les deux septennats de François Mitterrand, président de la Commission Nationale Informatique et Libertés (Cnil) dès sa fondation, premier avocat général à la Cour de Cassation, expert indépendant à l'ONU pendant trente-deux ans, artisan de la Convention Internationale contre les Disparitions Forcées.



La genèse de la prise de conscience de l'importance de la lutte contre l'impunité est née des atrocités du nazisme. En effet, lors de l'accord de Londres du 8 août 1945, les alliés décident la mise en place d'un tribunal militaire international. Le Tribunal de Nuremberg suivi par celui de Tokyo sont nés avant que s'ensuive une période de vide.

Sous la chape de plomb de la Guerre Froide, la lutte judiciaire contre l'impunité disparaît de l'agenda politique international pendant des décennies. Pourtant, en 1946, la Convention contre les Génocides, première grande Convention pour la lutte contre l'impunité, a vu le jour. Son article 6 prévoit expressément la création d'une cour criminelle internationale pour lutter contre les génocides. Malheureusement, celle-ci ne sera jamais créée.

De colloques en séminaires, de multiples projets de Cour Pénale Internationale sont proposés. Il faudra attendre le drame de l'éclatement de l'ex-Yougoslavie pour qu'enfin soit créé pour la 1ère fois un Tribunal Pénal International, le TPIY. Il s'agissait d'un tribunal *ad-hoc*, qui n'avait donc pas de portée universelle ni de vocation permanente.

Il a été suivi par la création du TPIR (Rwanda) et ces 2 juridictions ont définitivement ouvert la voie au statut de Rome du 17 juillet 1988 qui a enfin créé la Cour Pénale Internationale, officiellement installée à La Haye en 2002 et qui siège de nos jours de manière permanente, non sans difficultés mais de manière irréversible.

Les bases juridiques et institutionnelles étaient donc posées mais sur le sujet de la prise de conscience de la lutte contre l'impunité, la conscientisation est d'abord venue de la société civile, donc des ONG.

Tout a commencé avec le Brésil puisque petit à petit, l'idée est venue de se battre pour l'amnistie des prisonniers politiques. Un colloque international sur l'amnistie pour les prisonniers politiques au Brésil a été organisé à Rome. La nécessité de créer un front commun est apparue ainsi que l'idée que l'amnistie avait une valeur unificatrice essentielle. Les ONG d'autres pays du Cône Sud avaient été invitées et dans la foulée de cette bataille de la prise de conscience de l'importance de la lutte pour l'amnistie, sont nées des organisations spécifiques, essentiellement de juristes. Le premier a été le SIJAU (Secrétariat international des juristes pour l'amnistie en Uruguay), le SIJA-DEP (Secrétariat international des juristes pour l'amnistie et la démocratie au Paraguay) puis il y a eu une explosion de tous les comités brésiliens pour l'amnistie.

Cette prise de conscience par le biais de l'amnistie a une vertu non seulement unificatrice mais elle a aussi posé les bases d'un processus de transition. Les dictatures ont commencé à prendre peur face au risque d'un retour à la démocratie. Le processus des autoamnisties s'est développé, qualifié de mesures préventives par les militaires.

Après s'être battus pendant des années pour

l'amnistie, il fallait désormais se battre contre l'autoamnistie.

Lors d'une session de la sous-commission des Droits de l'Homme en août 1991 à Genève, un groupe d'ONG est venu me demander si j'accepterais de prendre l'initiative de la création d'un rapport sur la lutte contre l'impunité. Leur idée était d'endiguer les dérapages que l'on constatait de plus en plus par ce phénomène des autoamnisties. J'ai immédiatement accepté et j'ai rédigé une étude sur la promotion et la protection des droits de l'Homme par la lutte contre l'impunité. Ce sont donc les ONG qui ont cristallisé les énergies pour aboutir à ce rapport et qui ont mobilisé les Etats. Cette idée a prospéré et nous avons organisé à Genève le séminaire « *Non à l'impunité, oui à la justice !* » avec des intervenants venus de tous les continents. Cette prise de conscience de la lutte contre l'impunité était très marquée par la communauté latino-américaine au départ à cause des persécutions qu'elle avait subies. Là, pour la première fois, on a découvert qu'aux Philippines, en Asie, en Afrique, en Europe de l'Est, il y avait des phénomènes de disparition. Cela a été un moment clé pour favoriser cette prise de conscience au-delà du Cône Sud. C'est en effet l'époque où s'amorçaient de plus en plus des pro-

cessus de dialogue national et où des accords de paix commençaient à se négocier.

Cette prise de conscience s'est accélérée pendant la Conférence mondiale sur les Droits de l'Homme qui a siégé à Vienne en juin 1993. Le document final, « *Déclaration et programme d'action de Vienne* » comporte le paragraphe 91 que l'on doit à une stratégie très unifiée des ONG par rapport aux Etats qui s'y opposaient : « *La Conférence mondiale sur les Droits de l'Homme s'inquiète de la question de l'impunité des auteurs de violations des droits de l'Homme et appuie les efforts que déploient la Commission des Droits de l'Homme et la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités pour examiner tous les aspects de ce problème* ».

Cette étape est déterminante car elle légitimait les luttes pour que la mémoire militante empêche l'organisation étatique de l'oubli. Ces luttes ont été menées par d'innombrables militants dans le monde et en premier lieu par les proches des disparus, ce qui a formé l'effet mobilisateur le plus intense. « *Los familiares* » par leur combat incessant, parfois même au prix de leur vie, ont lutté et luttent encore contre cette planification de l'oubli imposée par l'opresseur pour tourner la page.

Musée de la Mémoire, Santiago du Chili. Janvier 2013.

Photo : Véronique Huyghe



En 1980, un groupe de travail sur les disparitions forcées a été créé. Puis il y a eu l'arrêt fondamental de la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme « *Rodriguez Vásquez contre Honduras* » en 1988. Dans cet arrêt, la Cour interprète de manière extensive le concept de victime car elle retient comme victime la personne disparue mais aussi sa famille et ses proches. La Cour estime que pour eux, la disparition d'un être cher s'apparente à un traitement inhumain par la souffrance que provoquent les éternelles questions : *¿ Qué pasa, dónde están ?*

Le rôle de pionnier joué par les ONG argentines doit être souligné, notamment l'Association des Mères et Grands-mères de la Place de Mai. Par ailleurs, le rôle précurseur et mobilisateur de la Fédération des Familles des Détenus Disparus (FEDEFAM) doit être cité. Les victimes ont créé elles-mêmes une ONG prenant en charge leurs problèmes en s'appuyant sur les grandes ONG internationales mais sans les laisser parler à leur place. Cette initiative a ensuite essaimé dans de nombreux pays d'Amérique latine puis dans le monde entier, comme en Algérie ou aux Philippines. Cette émergence et cette importance prise par la société civile explique pourquoi à Genève, lors de la négociation sur la Convention contre les disparitions, certains Etats se sont battus pour que soit maintenu dans le texte malgré l'offensive d'autres Etats, l'article 24.7 qui est sans précédent dans un traité de droit international des droits de l'Homme. On le doit à une initiative des ONG et à la compréhension de ceux qui ont présidé les groupes préparant cette convention dont Bernard Kessedjian qui a été l'homme clé de la négociation de cette convention. Selon l'article, « *tout Etat*

partie garantit le droit de former des organisations et des associations ayant pour objet de contribuer à l'établissement des circonstances de disparitions forcées et du sort des personnes disparues ainsi qu'à l'assistance aux victimes de disparition forcée, et de participer librement à de telles organisations ou associations ». Ce texte était fondamental car il reconnaissait enfin et incitait la société civile, avec la caution légitimante de l'Assemblée Générale de l'ONU, à s'organiser pour lutter contre l'oubli et pour assurer la préservation de la mémoire.

Pour finir, après toutes ces étapes, nous pouvons aujourd'hui nous réjouir de l'entrée en vigueur de la Convention contre les disparitions forcées après la signature en 2010 du 20ème Etat partie. Elle constitue bien évidemment un pas dans la bonne direction mais elle ne suffit pas. Les experts composant le Groupe de travail de l'ONU sur les disparitions forcées ou involontaires ont exhorté les Etats « *à faire tous les efforts possibles pour prévenir et éradiquer la pratique odieuse de la disparition forcée et pour traduire en justice tous ceux soupçonnés d'être responsables de ce crime; à s'abstenir de tout acte d'intimidation ou de représailles contre les personnes qui contribuent à l'éradication de cette pratique; et à prendre des mesures efficaces pour réaliser les droits à la vérité, à la justice et à la réparation* ».

Cette mise en vigueur ne doit donc pas constituer une fin en soi, le travail continue.

*Propos recueillis par Elodie Caille
Service civique à FAL*

© DR
Manifestation à Montevideo, Uruguay.



De l'Amérique latine à la France : exil, accueil et solidarité

L'écho des tragédies qui se jouaient en Uruguay et au Chili depuis les deux Coups d'Etat militaires de cette année 1973 a résonné d'une façon nouvelle en France à partir du jour où le premier avion est arrivé à l'aéroport d'Orly avec à son bord un groupe de chiliens, réfugiés à l'Ambassade de France à Santiago, qui venaient d'obtenir des sauf conduits de la Junte. Ils étaient 24 seulement ce 4 novembre 1973 et nous étions un petit groupe de la Cimade et de France Terre d'asile pour les accueillir. Des milliers d'autres allaient suivre.

De novembre 1973 à novembre 1974, 1075 exilés chiliens et latino-américains qui s'étaient réfugiés dans le Chili d'Allende furent conduits en France dans des vols organisés par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés et le CIME (Comité inter-gouvernemental pour les migrations européennes). Des milliers d'autres viendront les rejoindre par d'autres moyens. L'accueil de cette vague d'exilés politiques contraints de fuir la traque des militants de gauche engagée par les militaires « *golpistas* » de l'Amérique du Sud va mobiliser pendant une dizaine d'années des initiatives exceptionnelles à travers toute la France.

A situation exceptionnelle, accueil exceptionnel

Il faut se replacer dans le contexte de l'époque pour comprendre le caractère exceptionnel de l'accueil des exilés latino-américains :

- ***sur le plan politique*** : la répercussion du Coup d'Etat de Pinochet a été considérable en France. Véritable caricature du dictateur militaire en croisade contre « *le péril rouge* », il écrasait de manière sanglante une expérience de socialisme démocratique qui avait suscité beaucoup de sympathie depuis l'arrivée de Salvador Allende au pouvoir.

- ***sur le plan humanitaire*** : la brutalité de la répression visait tous ceux qui avaient agi publiquement pendant les 3 années de l'Unité populaire et ne laissaient à ceux qui avaient été « *repérés* » d'autre choix que la clandestinité ou l'exil, du moins pour les militants qui n'avaient pas été déjà arrêtés, emprisonnés ou « *disparus* ». Les conditions de la mort de Salvador Allende dans la Moneda bombardée, les images du stade de Santiago jusqu'aux récits de torture bouleversèrent l'opinion publique et suscitèrent indignation et solidarité.

Dans ces circonstances, des réponses nouvelles et inédites se sont mises en place pour faire face dans un laps de temps très court aux besoins de protection d'un grand nombre d'hommes, de femmes et d'enfants en danger.

Au Chili d'abord, des organisations comme le Comité national pour les réfugiés latino-américains, le Comité Pro Paz¹, dissous par la Junte fin 1975 et remplacé par la Vicaria de la solidaridad de l'Eglise catholique, assumèrent les premières tâches de protection. Non seu-

lement ces organisations accueillirent les familles de victimes, cachèrent les militants en danger, utilisèrent tous les recours du droit pour défendre les prisonniers, mais elles jouèrent aussi un rôle essentiel pour informer le monde extérieur et pour organiser le départ des personnes menacées vers des terres d'asile. La délégation du HCR, le CIME, la Croix Rouge se mobilisèrent efficacement pour organiser des voyages et obtenir des visas. De nombreuses ambassades, dont celle de la France, contribuèrent également à la protection de personnes en danger en ouvrant leurs portes.

Dès les premières semaines qui suivirent le 11 Septembre 1973, le gouvernement français donna son accord pour accueillir des réfugiés chiliens et latino-américains présents au Chili. Un comité fut donc constitué par le Ministère des Affaires étrangères comprenant le HCR, l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (OFPRA) et des associations « *opérationnelles* » dans l'accueil des réfugiés, dont la Cimade, le Secours Catholique et le SSAE (Service social d'Aide aux Emigrants). Il fut décidé de mettre en place officiellement un plan d'urgence pour l'accueil des réfugiés du Chili comprenant la prise en charge par l'Etat dans des centres d'hébergement, l'aide médicale gratuite et des cours d'apprentissage du français. C'était une première dans l'histoire de l'asile en France.

Devant l'ampleur des tâches à réaliser, l'ensemble des associations mobilisées autour de l'arrivée des réfugiés du Chili décidèrent de coordonner leurs actions au sein d'un comité de coordination. France Terre d'Asile fut plus particulièrement chargé des questions d'hébergement. La Cimade quant à elle accueillit des centaines de réfugiés du Chili dans son Foyer international de Massy² et assura pour des milliers d'entre eux des tâches d'accompagnement individuel, d'organisation de cours de français, de recherche de bourses d'études ou de logement et, comme nous le verrons plus loin, un rôle de plateforme de solidarité avec les familles de prisonniers et les organisations de défense des droits de l'homme dans les pays d'origine.

Au-delà de la mobilisation intense des associations d'accueil des réfugiés et de défense des droits de l'homme, on assista à un foisonnement d'initiatives exceptionnel à travers tout le pays. Des initiatives individuelles ou collectives (municipalités, syndicats,

¹ Le « Comité de coopération pour la Paix au Chili » - Comité Pro Paz - fut créé le 8 Octobre 1973 par des responsables de différentes confessions religieuses pour aider les familles les plus touchées par la répression et la situation de crise provoquée par le putsch. Grâce au soutien du Conseil Œcuménique des Eglises et de donateurs internationaux, il a pu accomplir un travail considérable de soutien et de protection des victimes et de collecte d'informations sur la répression. Le rôle du Comité Pro Paz à l'intérieur du Chili et sa notoriété internationale devinrent inacceptables pour la Junte qui imposa sa dissolution à la fin de 1975. Mais il fut remplacé par un organisme situé au sein de l'Eglise Catholique (que les militaires ne pouvaient pas dissoudre !), la Vicaria de la Solidaridad, qui reprit l'essentiel de ses fonctions.



1978, au Festival de Théâtre Latino-américain de Nancy, présidé par Jack Lang : on voit de gauche à droite : François Mitterand, la Tencha (compagne de Salvador Allende), Jack Lang, Felipe González, Ana Vásquez et André Jacques. Photo : Geneviève Jacques.

défense des droits de l'homme en Amérique latine (dont j'ai partagé la responsabilité avec une réfugiée chilienne qui avait travaillé au Comité Pro Paz, Yessica Ulloa).

En lien avec de multiples réseaux de soutien aux prisonniers politiques et de défense des droits de l'homme en Amérique latine et en

universités, médecins, etc.) permirent de trouver des logements, des équipements ménagers, du travail, des inscriptions en faculté, des soins, etc. Des liens de solidarité humaine, concrète, se sont tissés avec les exilés autour des centres d'hébergements répartis dans toute la France. Des Comités de solidarité s'organisèrent un peu partout pour dénoncer les violations des droits de l'homme et les dictatures.

L'expression culturelle fut un levier puissant de ce mouvement de solidarité : à travers des concerts, des pièces de théâtre, des expositions de peinture, la société française découvrait une forme de résistance populaire nouvelle portée par des artistes latino-américains exilés : Les Quilapayún, Inti Illimani, le Cuarteto Cedrón, Daniel Viglietti, Angel et Isabel Parra, Oscar Castro, Eduardo Galeano, Julio Cortázar, pour n'en citer que quelques-uns, alimentèrent et enrichirent la compréhension de ce qui se jouait dans leurs pays grâce à leur art.

Solidarité ici et là-bas

Sans chercher à idéaliser les exilés latino-américains des années 70, parmi lesquels se retrouvaient des histoires de vie très différentes, le fait est que la grande majorité d'entre eux avaient eu un parcours politique d'engagement dans leur pays et que l'exil était le prix qu'ils devaient payer pour leur militance passée.

Pour beaucoup, la préoccupation constante était de pouvoir continuer à agir en France en solidarité avec leurs camarades ou leurs parents restés au pays : l'action en faveur des prisonniers politiques et des prisonniers « *disparus* » représentait une marque importante de cette solidarité. Ils comprirent vite qu'ils ne pouvaient pas agir seuls et se tournèrent donc vers des acteurs de la société française.

Dès l'année 1974, nous avons reçu à la Cimade un nombre de plus en plus important de réfugiés qui sollicitaient notre aide et notre soutien concret pour intervenir à leurs côtés en faveur de leurs camarades ou de leurs proches victimes, de la répression des dictatures militaires (Brésil, Uruguay, Chili, Argentine). Pour nous, il était évident que répondre à ces demandes de solidarité « *là-bas* » faisait partie intégrante de notre volonté de respect et d'accompagnement de réfugiés dans la totalité de leur parcours, en reconnaissant en eux non seulement des personnes qui avaient besoin de notre soutien comme réfugiés dans notre pays mais aussi des militants désireux de contribuer à la défense des droits de l'Homme dans leur pays. La Cimade a donc ouvert en 1975, en coordination avec le Conseil Œcuménique des Eglises basé à Genève, un Bureau de

Europe, nous avons constitué des centaines de dossiers individuels de prisonniers politiques, en majorité au Chili mais aussi en Uruguay, en Argentine, en Bolivie et réalisé des actions diverses avec les familles et les avocats sur place pour faire connaître leurs cas et tenter de les faire sortir de prison. Dans certains cas particulièrement graves, nous avons été à l'origine ou nous nous sommes associés à des interventions urgentes pour tenter d'éviter la torture ou la mort. Enfin, nous avons contribué avec d'autres à dénoncer les violations des droits de l'homme en organisant des missions sur place, en aidant des victimes à témoigner devant la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, en publiant des articles et des rapports.

Après avoir découvert au Chili, au cours d'une mission, le travail extraordinaire des ateliers « *d'arpilleras* », André Jacques avec la Cimade s'est engagé à faire connaître ces merveilles de résistance populaire en organisant des ventes de ces petites tapisseries (dont le produit était reversé aux ateliers de femmes au Chili), en produisant des milliers de cartes postales et d'affiches diffusées dans tous les actes de solidarité. Nous avons aussi publié un petit livre illustré reproduisant des *arpilleras*, intitulé « *Chili, un peuple brode sa vie et ses luttes* » qui a été diffusé à des milliers d'exemplaires par des groupes de solidarité avec le peuple chilien.

Comme beaucoup d'autres qui se sont mobilisés autour des réfugiés latino-américains et contre les dictatures, nous avons appris de nombreux réfugiés ce que peut être la force de la solidarité « *ici et là-bas* ».

Et nous avons mieux compris le sens des paroles de l'écrivain uruguayen Eduardo Galeano lorsqu'il évoque les deux faces de l'exil ; « *l'exil nous oblige à naître une deuxième fois. Il ferme une porte mais il en ouvre d'autres. C'est une pénitence mais en même temps une liberté et une responsabilité. Il y a un visage noir et un visage rouge de l'exil* ».

Geneviève JACQUES

Militante de longue date et membre du Bureau national de la CIMADE

² André Jacques était directeur du Foyer de Massy à cette époque, avant de devenir directeur du service réfugiés de la Cimade en 1975. C'est à Massy, où je vivais également, qu'a commencé notre engagement « durable » avec les réfugiés et les résistants latino-américains qui s'est traduit par de multiples initiatives de solidarité en France et de nombreuses missions d'André en Amérique latine.

40 ans après : le terrorisme d'État, plus jamais !

Le 27 juin 2013 marque le quarantième anniversaire de la dissolution du Parlement uruguayen par le président Juan María Bordaberry et les forces armées et du début de la grève générale déclenchée par les travailleurs, les étudiants et les secteurs populaires démocratiques pour empêcher ce coup d'État qui ouvrait la voie au terrorisme d'État et à la dictature en Uruguay.

Le président Jorge Pacheco Areco avait, le 13 juin 1968, décrété l'état de siège pour casser la grève des travailleurs des banques et des autres secteurs, qui protestaient contre le gel des salaires, convertissant ainsi les forces armées en un acteur de poids sur la scène politique, au service d'un projet politique dont le but était de faire porter les effets de la crise économique aux secteurs populaires.

La dictature civico-militaire n'a pas été un produit autochtone, fruit de la seule imagination des secteurs conservateurs et privilégiés du pays. On ne saurait y voir non plus la conséquence, directe ou indirecte, des «actions d'un groupe de jeunes radicalisés», les Tupamaros, qui en 1963 avaient volé des armes dans un club de tir de Colonia, comme le voudrait une interprétation historique simpliste et politiquement intéressée. Il ne faut pas oublier qu'à cette époque-là, les généraux Aguerrondo et Ballestrino persécutaient les travailleurs des abattoirs en grève et réfléchissaient déjà à un coup d'État inspiré du modèle brésilien qui a renversé en 1964 le président João Goulart.

Les dictatures qui, dans les années soixante et soixante-dix, ont dévasté le continent latino-américain, instaurées, pour certaines, avec l'intervention directe des troupes américaines (comme ce fut le cas à Saint-Domingue), étaient le fruit d'une stratégie conçue par le département d'État des Etats-Unis. Il s'agissait d'étouffer dans l'oeuf les revendications d'indépendance, de souveraineté, de liberté des peuples qui voulaient une réforme radicale de la société pour mettre fin à la faim, à la misère et aux conditions de vie indignes qui étaient le lot quotidien de la majorité de la population du continent.

La dictature civico-militaire ainsi que les politiques de ses présidents successifs, Juan María Bordaberry, Alberto Demichelli, Aparicio Méndez et le lieutenant-général Gregorio Alvarez, ont eu des effets dévastateurs sur le pays. Les conséquences et les dommages collatéraux se font sentir, aujourd'hui encore, dans la société. La dette extérieure, qui entrave le développement du pays et rend toute évolution difficile, a augmenté de façon exponentielle sous la dictature. Les travailleurs ont vu leur pouvoir d'achat réduit de 50 % au profit des secteurs sociaux qui soutenaient le régime. Les retraités et les pensionnés ont perdu leur treizième mois, qu'ils n'ont jamais pu récupérer. L'industrie nationale s'est affaiblie face aux corporations transnationales et

la concentration des richesses a atteint des niveaux jamais connus auparavant.

Le modèle de Végh Villegas et les violations des droits de l'homme

Pour appliquer le modèle économique néolibéral incarné par le ministre de l'économie Alejandro Végh Villegas, le régime s'est employé à supprimer les libertés civiles et à réprimer impitoyablement toute forme d'opposition. Les militaires ont choisi délibérément les méthodes les plus abjectes pour détruire leurs adversaires, terroriser la population et se maintenir au pouvoir : la torture dégradante, dont les séquelles ne s'effacent jamais, et l'incarcération prolongée de milliers de personnes. Des centaines de membres de l'appareil répressif participaient directement à ces pratiques, tandis que le principal journal uruguayen, *El País*, et les grands médias de radio et télévision en présentaient les responsables comme les sauveurs de la nation.

Dans le cadre du Plan Condor, des centaines d'Uruguayens ont été séquestrés, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières nationales. Des centaines ont été victimes d'exécutions extrajudiciaires qui ont été présentées au public comme des affrontements. Des dizaines sont morts sous la torture, dans des prisons militaires comme *Punta de Rieles* ou le pénitencier *Penal de Libertad*, ou des conséquences directes de celle-ci. Des milliers d'enfants et d'adolescents, fils de prisonniers politiques, ont été victimes de traitements inhumains et dégradants qui ont marqué leur vie pour toujours.

Pour des raisons politiques, syndicales, culturelles ou idéologiques, des milliers d'Uruguayens ont été licenciés des entreprises publiques ou privées. Afin de préserver leur vie et leur liberté, des milliers d'Uruguayens ont du émigrer du pays et s'exiler.

Une transition démocratique inachevée

La résistance des travailleurs et du peuple, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, et même à l'intérieur des prisons, a fini par porter le coup de grâce à la dictature. C'est à la résistance du peuple uruguayen, de la grève générale de 1973 aux mobilisations des étudiants et ouvriers en 1983, en passant par le triomphe du « Non » au référendum de 1980, que l'on doit la fin de la dictature. Le 1er mars 1985, Julio María Sanguinetti, homme

politique de droite et candidat préféré des militaires, est devenu président à la suite d'une élection lors de laquelle il avait été interdit aux principales figures de l'opposition, le général Liber Seregni (gauche) et Wilson Ferreira Aldunate (centre), de se présenter. Cette élection a marqué néanmoins le début de la transition démocratique qui a permis au peuple uruguayen de retrouver sa liberté et l'ensemble des garanties constitutionnelles et juridiques indispensables à une véritable vie démocratique.

Mais ce processus reste inachevé, eu égard aux conventions relatives aux droits de l'homme ratifiées par l'Uruguay. La politique d'impunité mise en place par Sanguinetti et la pression constante des militaires n'ont pas permis d'aller jusqu'au bout dans la recherche de vérité et justice concernant le terrorisme d'état et les séquelles de la dictature.

Seule une enquête approfondie sur toutes les violations des droits de l'homme commises pendant cette période, qui permette d'identifier les responsables, qu'ils aient donné les ordres ou les aient exécutés, et d'appliquer des sanctions pénales et administratives, peut nous aider à empêcher que l'histoire ne se répète.

C'est en appliquant à la lettre tant la résolution 60/147 des Nations Unies (qui consacre l'obligation de respecter et d'appliquer le droit international des droits de l'homme et les directives concernant la réparation des victimes de violations de ces droits) que la sentence de la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme dans l'affaire Gelman contre Uruguay, que l'Etat uruguayen se sera acquitté de ses obligations au regard de la norme internationale en matière de droits de l'homme.

Or, l'État uruguayen n'a pas encore présenté d'excuses publiques et officielles aux victimes, ni créé une journée du souvenir en leur hommage qui condamne et rejette le terrorisme d'État. La situation des personnes disparues n'a toujours pas été éclaircie. Seule une poignée de criminels a été jugée et condamnée par une

juridiction pénale, sur fond de surpeuplement des prisons du pays, qui débordent de détenus ayant commis des délits mineurs. Surtout, n'ayant jamais été traduits devant une juridiction militaire, ils ont tous conservé leur grade au sein des forces armées. On attend toujours la réparation due aux victimes, ce sur quoi l'Institut national des droits de l'homme et le Médiateur uruguayens ne manquent pas d'attirer l'attention.

Jusqu'ici, face aux pressions explicites et soutenues des putschistes d'hier et des partisans de l'impunité d'aujourd'hui, le système judiciaire a échoué, sauf exception, dans son obligation d'enquêter, de clarifier et de punir les crimes contre l'humanité qui sont imprescriptibles et ne sont pas amnistiables. Il a même toléré qu'assassins et tortionnaires purgent leur peine à leur domicile.

Affirmer et approfondir, en respectant pleinement les normes internationales en matière de droits de l'homme, la transition démocratique initiée en 1985 est la meilleure manière de faire retrouver à l'Uruguay le chemin du progrès, du développement, de la souveraineté, de la justice et de la libération nationale, qui permette de développer les infrastructures et l'éducation et de connaître une coexistence pacifique au sein de la société dans le cadre des droits de l'homme.

Il est temps, quarante ans après, de faire du 27 juin un jour férié, le « Jour national de la mémoire, de la vérité et de la justice », dont le but soit le rejet du terrorisme d'État, l'hommage à ses victimes et la réaffirmation des droits de l'homme.

Crysol
Association d'ex-prisonniers politiques d'Uruguay
<http://crysol.blogspot.fr/>

AUTRE BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

- Catherine Blaya, *Femmes et dictatures : être chilienne sous Pinochet*, ESF, 2000.
John Dinges, *Les Années Condor, comment Pinochet et ses alliés ont propagé le terrorisme sur trois continents*, La Découverte, 2005.
Marc Fernandez et Jean-Christophe Rampal, *Pinochet : un dictateur modèle*, Hachette, 2003.
Eduardo Castillo, *Chili, 11 septembre 1973, la démocratie assassinée*, Serpent à plumes, 2003.
Rémy Bellon et Dominique Rizet, *Le Dossier Pinochet, tortures, enlèvements, disparitions, implications internationales*, Michel Lafon, 2002.
Antonia García Castro, *La mort lente des disparus au Chili : sous la négociation civils-militaires : 1973-2002*, Maisonneuve et Larose, 2002.
Chili, le dossier noir, Gallimard, 1999.
Katia Reszczyński, Paz Rojas et Patricia Barcelo, *Torture et résistance au Chili*, l'Harmattan, 1984.
Marie-Noëlle Sarget, *Histoire du Chili de la conquête à nos jours*, l'Harmattan, 1996.
Naomi Klein, *La stratégie du choc*.
Marie-Monique Robin, *Escadrons de la Mort, L'École Française*, La Découverte, 2004.
Joseph Comblin, *Le Pouvoir Militaire en Amérique latine, L'Idéologie de la Sécurité Nationale*, Editions Jean Pierre Delage, 1977.
Carmen Castillo, Monica Echeverria, *Santiago-Paris le vol de la mémoire*, Plon 2002.
Horacio Verbitsky, *El Vuelo*, Dagorno, Paris, 1995.

Villa Grimaldi : Espace de mémoire pour promouvoir les Droits Humains

La Corporation Parc pour la Paix Villa Grimaldi est une institution privée chilienne à but non lucratif, fondée en 1996 dans le but de préserver la mémoire du site historique sur le lieu même où a fonctionné le centre clandestin de séquestration, de torture et d'extermination de la dictature, connu comme « Villa Grimaldi ».

La Corporation est l'aboutissement d'un large mouvement de la société civile qui, à la fin des années 80 et au début des années 90, s'est organisé pour condamner la destruction du site et s'y opposer. Le but de la destruction était de cacher les violences et les crimes perpétrés dans ce centre de détention clandestin appelé « *Caserne Terranova* » par les organismes de répression. La « *Caserne Terranova* » dépendait directement du haut commandement de la Junte Militaire, au travers de la Direction d'Intelligence Nationale, connue sous son sigle sinistre, la DINA. Celle-ci était chargée de faire régner une politique de terreur au sein de la société civile. Ce lieu de « *Villa Grimaldi* » constitue un cas emblématique parmi les nombreux centres clandestins de la dictature où s'est exercée la répression¹, car il fut l'un des plus importants quant au nombre de détenus. Entre 1974 et 1978, ce centre vit passer environ 4 500 prisonniers, dont 236 figurent parmi les disparus ou les assassinés.

Villa Grimaldi était à l'origine le nom d'une propriété privée qui, après le Coup d'Etat de 1973, fut occupée par l'armée pour y installer la « *Caserne Terranova* ». A la fin des années 70, la DINA fut dissoute et remplacée par la Centrale Nationale d'Information (CNI). Son dernier directeur, le général Hugo Salas Wenzel, la vendit à une entreprise privée pour y construire un ensemble de logements et effacer ainsi toute trace de ce qui s'y était passé.

Villa Grimaldi est le premier centre clandestin de séquestration lié aux violations des droits humains commises pendant les dernières dictatures du Cône Sud à être récupéré et à être ouvert au public en Amérique latine, et le premier au Chili



disposant d'un programme d'accueil des visiteurs et garantissant l'accès au public. Aujourd'hui, en tant que Musée de Site, il fait partie des initiatives pour la mémoire, développées par la société civile, qui transcendent les exigences de vérité et de justice pour les crimes commis par le terrorisme d'Etat. Il constitue une des manières de récupérer la mémoire, principalement en ce qui concerne les droits humains au sens le plus large, et permet à la société chilienne dans son ensemble - et pas seulement aux victimes de la répression - de connaître ces aspects du passé récent, de faire réfléchir, et de promouvoir les droits humains.

Ces caractéristiques ont fait de Villa Grimaldi, pour les autres sites, nationaux et étrangers, une référence reconnue au niveau international. Ce site a bénéficié de la Mention Honorable du Prix de UNESCO/Bilbao décerné en 2010, et il est constamment visité par un public important et de nombreuses autorités de l'étranger. De son côté, le *Parc pour la Paix Villa Grimaldi* fait partie des réseaux internationaux qui associent mémoire et patrimoine puisqu'il est membre de la *Coalition Internationale des Sites pour la Conscience*, et du *Comité International des Musées (ICOM)*.

¹ Selon le rapport de 2004 de la Commission sur la prison politique et la torture (dite Commission Valech), il y avait 1109 centres.



Activités réalisées au Parque por la Paz Villa Grimaldi. Photos : Corporación Parque por la Páz Villa Grimaldi.

Au niveau national, le Parc intègre un mouvement beaucoup plus large, celui d'autres sites de lieux clandestins de détentions tels que : Londres 38, le Stade National, 3 et 4 Álamos, Nido 20, Casa José Domingo Cañas, la clinique Santa Lucía, qui ont été récupérés ou signalés publiquement. Leur reconnaissance encourage une plus large réflexion sur le passé et le présent du pays pour les Sites de Mémoire.

En ce qui concerne les enquêtes effectuées au sujet des disparus de Villa Grimaldi, nous savons aujourd'hui que leurs corps ont pu être enterrés dans des fosses communes clandestines dispersées dans le pays ou jetés à la mer du haut d'hélicoptères des Forces Armées, attachés à des rails de chemin de fer pour les engloutir dans les fonds marins. Quelques-uns de ces rails ont été récupérés sur le littoral de la région centrale du pays et sont aujourd'hui conservés par la Corporation². Des corps de détenues et de détenus ont aussi été sortis de Villa Grimaldi, et leur mort a été maquillée pour l'opinion publique comme étant le résultat d'affrontements armés supposés. Il y a des preuves attestant que le dernier prisonnier de Villa Grimaldi y est arrivé blessé en 1978 et y a été torturé à mort par le personnel de la CNI (ex DINA).

Après cette date, la CNI a abandonné Villa Grimaldi et presque une dizaine d'années plus tard, en 1987, son dernier directeur a vendu le terrain et les installations à une entreprise de construction appartenant à un de ses parents proches. Cette même entreprise s'est chargée de raser les bâtiments pour faire disparaître tout vestige de ce qui s'y est passé avant de l'abandonner, à la demande de l'Etat. Alerté sur la situation, le mouvement citoyen composé des familles des détenus ici disparus et assassinés, des survivants, des habitants des communes de Peñalolen et La Reina, de prêtres et de religieuses, d'associations pour

les droits humains, de personnalités du monde culturel et politique, s'est constitué en Assemblée Permanente pour les Droits Humains de Peñalolen et La Reina qui a coordonné ses efforts avec des institutions de l'Etat pour obtenir l'expropriation de Villa Grimaldi et obtenu, le 10 décembre 1994, que ce lieu soit ouvert au public.

Après son ouverture, le lieu fut transformé en Parc pour la Paix, et inauguré le 22 mars 1997. Depuis cette date, il accueille le public toute l'année, du lundi au dimanche, et remplit ses principaux objectifs qui sont la préservation de la mémoire, la réparation symbolique pour les victimes et la promotion et la diffusion d'une culture de respect des droits humains. Ces objectifs ont nécessité le développement de plusieurs secteurs de travail capables d'articuler les impératifs de gestion du patrimoine avec ceux de la récupération de la mémoire et de sa diffusion auprès de différents publics, de la réflexion qui permette de lier le passé et le présent, et aussi des différentes formes de réparation qu'il est possible d'instaurer sur le lieu même.

Corporación Parc pour la Paix
Villa Grimaldi
<http://www.villagrimaldi.cl/>

² En 2005, le juge Juan Guzmán Tapia, en charge de différents cas et procès pour violations des droits humains, a donné les preuves au Parc pour la Paix Villa Grimaldi afin qu'elles soient gardées, conservées et exposées comme témoignages des faits.

Pour que « Punta de rieles » en Uruguay devienne un lieu de mémoire

Anahit Aharonian est uruguayenne, ingénieur agronome. Prisonnière politique de 1973 à 1985, Anahit fait partie des femmes qui ont été incarcérées dans la prison de Punta de Rieles en Uruguay (on estime que plus de 1000 femmes y ont été enfermées). Elle appartient aujourd'hui à un petit groupe de femmes qui ont lutté pour « récupérer » l'ancien centre de détention et qui tentent toujours d'obtenir les archives de la prison. A l'origine, Punta de Rieles était un quartier construit pour l'Eglise et n'avait pas vocation à devenir une prison. Pour FAL MAG, Anahit Aharonian nous raconte son histoire et son combat actuel.



« La nuit du 11 septembre 1973, pendant que j'écoutais les informations pour comprendre ce qu'il se passait au Chili, j'ai été capturée.

J'avais alors 24 ans. J'étudiais l'agronomie, je travaillais et je militais...

Je suis restée prisonnière jusqu'au 10 mars 1985, année où l'amnistie a été accordée aux prisonniers politiques avec l'arrivée au pouvoir du premier gouvernement post-dictature qui était en fait une « démocratie » car il n'y avait pas de justice sociale, culturelle et économique.

Le 22 décembre 1986, le Parlement uruguayen a adopté la loi L 15.848 qui prévoyait l'impunité de tout le personnel militaire et politique, responsable des violations des Droits de l'Homme commises avant le 1er mars 1985, dès lors que ces actes étaient motivés politiquement ou commis en obéissant à des ordres. Nous avons lutté pour que cette loi soit annulée mais à ce jour, nous n'y sommes pas parvenues.

Avec le gouvernement actuel du Frente Amplio, peu de choses ont changé. Cela me paraît tout à fait honteux. C'est un véritable manque de volonté politique, un silence sur ce qui s'est passé en Uruguay pendant tant d'années. A la fin de la dictature, la peur régnait à cause de la loi d'impunité. Les fantômes des militaires étaient toujours présents.

Le 31 juillet 1997, nous, les femmes prisonnières politiques nous nous sommes réunies. Beaucoup d'entre nous avons été incarcérées dans la même prison mais nous ne nous connaissions pas. Nous avons décidé de travailler collectivement à la construction de la mémoire en organisant des ateliers. Cette première réunion fut impressionnante car des femmes étaient venues de tout le pays.

Nous avons fait des ateliers de « genre », « témoignages » et « expériences » dont je faisais partie. Nous étions plus de 30 femmes dans ces ateliers et nous ne savions pas comment nous organiser. Nous avons beaucoup de choses à raconter mais ne savions pas comment faire. Finalement, le groupe s'est réduit à sept personnes et nous nous retrouvions tous les 15 jours. C'était un vrai moment de convivialité, nos enfants jouaient ensemble. Nous avons enregistré nos conversations. Nous avons également édité un livre (*De la desmemoria al desolvido*) et organisé un concours. Grâce à ce type d'évènements, nous remplissions des salles de quartier et de petits théâtres. Nous avons un grand pouvoir. Un soldat nous a même écrit anonymement pour nous demander pardon.

En 2002, des comités du quartier de Punta de Rieles ont souhaité organiser un évènement. Ils nous ont sollicités parce qu'ils voulaient rebaptiser une rue du nom d'une ancienne prisonnière politique. Mais, pour nous, c'était impossible de choisir un seul nom. Nous nous sommes rendu compte qu'en fait, ils souhaitaient reconstruire leur propre mémoire et récupérer l'identité du quartier.

L'année suivante, une assemblée a été convoquée dans la coopérative de logements *3 de mayo*, qui est à deux pas de la prison. On nous a accueillies

avec une banderole de bienvenue. Les témoignages ont afflué. Nous avons fait plusieurs rencontres, dont une, avec un groupe de jeunes qui étaient des enfants au moment de notre captivité. Les témoignages de ces jeunes adultes trentenaires n'ont pas de prix ! Nous en avons fait aussi un livre (*Punta de Rieles en tiempos de penales de mujeres*). Ils se mettaient en danger à cette époque. Ils ne commettaient pas de petites bêtises comme tous les enfants, ils peignaient des marteaux et des faucilles sur les murs par exemple. Les militaires étaient sur leurs traces.

Nous travaillions donc avec d'anciennes prisonnières d'âges différents, des membres de nos familles, des voisins, etc. Nous étions également soutenues par plusieurs organisations (Paz y Justicia, Amnesty International, diverses facultés, les organisations de femmes et d'ex-prisonniers...).

Quand nous étions prisonnières, nous parlions souvent de ce que nous pourrions faire à notre sortie. Le prisonnier politique sait qu'il va être libéré, même s'il ne sait pas quand...

Ce qu'il en est sorti est que nous ne demandions pas d'argent à l'Etat mais tout simplement que la prison de Punta de Rieles devienne un lieu de mémoire et un centre de formation. Beaucoup de bidonvilles se sont en effet construits autour du quartier après la dictature. Ce centre de formation était important pour sortir les jeunes de la misère (on appelle les « ni, ni » car ils n'ont ni qualification universitaire, ni expérience professionnelle).

Nous avons eu une réunion avec le ministre de la Défense du gouvernement de Jorge Batlle, avant l'arrivée au gouvernement du Frente Amplio mais les rencontres et démarches administratives prenaient du temps.

Un rapporteur de l'ONU avait fait état des terribles conditions de vie actuelles des prisonniers en Uruguay. Il fallait décongestionner les prisons. Même avec tous les bâtiments vacants présents dans le pays, il avait été décidé que Punta de Rieles se transformerait de nouveau en prison. Bien sûr, personne ne voulait d'une prison en face de sa maison ! Nous voulions en faire un lieu de vie, dans cette région semi-rurale.

Le gouvernement avait donné l'ordre de transformer Punta de Rieles en prison. Les dictateurs ne sont donc pas les seuls à donner des ordres ! Nous frappions à toutes les portes mais la bureaucratie gagnait du terrain. La volonté politique est censée supplanter les lourdes démarches administratives mais nous essuyions des échecs et devions affronter beaucoup d'obstacles.

Nous arrivions dans une impasse, nous avons donc recommencé notre lutte et avons porté nos efforts sur une place située non loin de la prison. C'était la place où se retrouvaient des membres de nos familles. Nous voulions leur rendre hommage car ils ont été notre soutien.

Nous avons demandé une subvention à la députation de Barcelone et en 2007, nous avons reçu l'accord pour faire de cette place un lieu de mémoire.

Nous avons fait des ateliers de dessin et d'autres formes d'art au théâtre populaire de Punta de Rieles pour décider de ce que nous allions faire sur cette place.

Les écoles et lycées de la zone nous appelaient pour organiser des ateliers. Il était fascinant de voir des enfants de 11 ans, pour beaucoup d'entre eux, fils et filles de militaires, faire des recherches sur la dictature à la maison. Les familles ne voulaient pas parler de cette période. Les enfants, eux, voulaient vraiment obtenir des réponses. Ils ont même frappé aux portes de la prison de Punta de Rieles, tombée aux mains du Ministère de la Défense.

La faculté des Beaux-Arts s'est proposée pour transformer en œuvres ce qui se disait dans les ateliers. Nous avons inauguré la place le 27 décembre 2011. Un mémorial long de 80 mètres, ruban formé par des mosaïques, présente une chronologie, des textes de chansons que nous avons composées ainsi que de chansons de la Guerre d'Espagne et d'autres encore. Nous avons attendu 10 ans pour obtenir cette place et nous voulons maintenant pouvoir y installer une galerie de photos bénéficiant de la protection indispensable d'un gardien qui pourrait guider les visiteurs sur ces chemins de la mémoire.

Nous souhaitons créer un complexe culturel regroupant la place, la Bibliothèque Francisco Espínola (écrivain et militant dont la fille a été faite prisonnière avec nous) et le théâtre populaire. Nous travaillons à ce projet collectif que nous avons appelé « *Espace Mémoire pour la Paix* ». Nous n'avons pas de structure verticale avec un président, chacun est l'égal de l'autre. Tout le monde peut adhérer à notre projet. »

*Propos recueillis par Renata Molina
Retranscription et traduction : Elodie Caille*

Le Chili à 40 ans du Coup d'Etat : luttés en année électorale

Le Chili, le Costa Rica et le Salvador ont été les pays ayant le plus petit nombre de protestations au cours des années 2009-2010¹. Mais la situation a radicalement changé au Chili au cours de l'année 2011. Les énormes manifestations estudiantines ont fait que la société chilienne s'est réveillée après deux décennies d'une léthargie provoquée, en quelque sorte, par l'idée qu'il n'y a pas d'alternative au néolibéralisme.

Pendant les vingt ans de gouvernement de la Concertation, il y a eu des mobilisations populaires et estudiantines, y compris celle de 2006, sous la présidence de Michelle Bachelet, connue comme la « révolution des pingouins », (pour la couleur foncée de l'uniforme et le blanc de la chemise des écoles secondaires publiques). Cependant, les protestations ont été moins massives et les exigences plus limitées et sectorielles. L'organisation sociale qui s'était exprimée avec tant de force, à l'époque de la dictature dans les manifestations contre Pinochet a été désarmée et de nombreux dirigeants ont été cooptés pour des activités liées au gouvernement ou aux municipalités.

Depuis deux décennies, la Concertation a administré le système néolibéral qui a abouti au processus de privatisation généralisée et plus particulièrement celle de l'eau commencée par Pinochet et même du cuivre en ouvrant de nouvelles mines aux sociétés transnationales, ce qui a conduit à ce qu'aujourd'hui seulement un tiers du cuivre est exploité par l'entreprise publique Codelco.

La Concertation a fait des réformes à la Constitution de Pinochet, mais ne l'a pas modifiée, conservant son essence antidémocratique. Même s'il faut reconnaître qu'au niveau social, elle a réussi à réduire les niveaux de pauvreté et de misère, mais on a assisté à un accroissement des inégalités de revenu, faisant ainsi du Chili l'un des 15 pays les plus inégalitaires au monde².

La Concertation a utilisé l'image positive liée à sa contribution à la fin de la dictature pour maintenir ce qu'on appelait « la tranquillité d'esprit national ». Le malaise et les critiques de la population se sont accumulés ainsi que l'endettement des étudiants. L'injustice du système est devenue flagrante avec l'arrivée d'un gouvernement ouvertement de droite gérant le pays comme une entreprise.

En mai 2011, on a commencé à percevoir le vent du changement. Des milliers de personnes ont défilé dans les villes de Santiago contre le projet HidroAysén, qui vise à installer cinq mégabarrajes en Patagonie.

Peu de temps avant, il y avait eu des mouvements régionaux importants, comme dans la province de Magallanes contre l'augmentation du prix du gaz et à Calama pour obtenir des avantages grâce à la production de cuivre dans la région. Ensuite on verrait les manifestations de masse de la « Table Sociale » d'Aysén, durant l'été 2012, qui a mené le combat au plus haut point, non seulement pour sa résistance à la répression, mais pour le slogan qui en est resté : « ton problème est mon problème », surmontant les revendications purement sectorielles ou corporatistes.

Il y a eu d'autres événements régionaux tels que les manifestations qui ont eu lieu simultanément à Freirina et Caimanes. Soulignons également la lutte dans l'Araucanie pour la récupération des terres et les grèves de la faim des Mapuche.

D'autres revendications ont rejoint le combat : les victimes du tremblement de terre de février 2010, les syndicats du cuivre qui ont paralysé les mines, les marches pour le droit à la diversité sexuelle et contre les discriminations... Mais - sans aucun doute - ce furent les étudiants du secondaire et du niveau universitaire qui, par des grèves massives, des manifestations et des occupations d'école pour exiger l'éducation gratuite et de qualité, transformèrent la situation, en donnant une autre dimension aux mobilisations et en acculant le gouvernement de droite.

Le mouvement étudiant a été lancé contre les fondements mêmes du système néolibéral : il revendique le rôle de l'État et demande que l'éducation ne soit pas considérée comme une marchandise. Les étudiants exigent de mettre un terme au système éducatif basé sur le profit, qu'a laissé la dictature militaire. Pour atteindre ces changements fondamentaux, ils ont suggéré la réalisation d'une Assemblée constituante qui rédigerait une nouvelle Constitution. Les étudiants proposent aussi que le financement de l'éducation gratuite se fasse par le biais de la renationalisation du cuivre et une réforme de la fiscalité afin que les « super-riches » paient effectivement des impôts.

Ils cherchent le règlement du différend en de-

¹ Selon le rapport « la protestation sociale en Amérique latine », publié par le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le 16 avril 2013.

² PNUD : rapport régional sur le développement humain pour l'Amérique latine et les Caraïbes, 2010.

mandant plus de démocratie, avec la réalisation d'un plébiscite afin que les citoyens puissent décider quel type d'enseignement veut le pays. Les étudiants ont dénoncé la presse officielle qui criminalise les manifestations et ils ont porté des critiques acerbes contre le gouvernement de Piñera et la Concertation.

En même temps, c'est la figure de Salvador Allende qui renaît avec force. Des jeunes déguisés comme le président socialiste sont applaudis avec enthousiasme dans les manifestations, où sont apparus des banderoles « *Les rêves d'Allende sont possibles* ».

L'année 2012 a connu plusieurs manifestations et marches d'étudiants, mais la mobilisation était moindre qu'en 2011, car les étudiants ne pouvaient pas se permettre de manquer la classe après une année où ils n'avaient pas assisté à près de la moitié des cours. Cependant, les mouvements sociaux ne se sont pas découragés et ont continué les combats.

La réactivation de 2013

Le 9 avril de cette année, les travailleurs du cuivre, parallèlement à leurs revendications spécifiques, ont proposé la renationalisation du cuivre au bénéfice de tous les Chiliens. Quelques jours avant, les dockers avaient paralysé les principaux ports du pays et les travailleurs du Théâtre Municipal de Santiago dans la capitale étaient également en grève, ainsi que ceux de la Radio ADN (appartenant au groupe PRISA, qui édite *El País*).

Le 11 avril, les étudiants chiliens sont retournés en masse dans la rue : plus de deux cent mille ont participé à la manifestation de Santiago et beaucoup d'autres dans les régions, comme dans les grandes manifestations qui ont marqué 2011. Il y avait aussi un soutien plus grand des travailleurs et des associations sociales qui ont participé en reprenant les exigences des étudiants.

Ces derniers ont signalé qu'ils continueront à marquer de leurs luttes l'agenda de l'année électorale. Ont également continué les protestations des écologistes, comme par exemple la Marche nationale du 22 avril pour l'eau, qui a conflué à Santiago, avec l'exigence que l'eau soit pour tous et ne reste pas entre les mains des transnationales.

Début avril, les représentants des Assemblées territoriales, citoyennes, et les organisations sociales et populaires d'Antofagasta à Aysén (soit du Nord au Sud du Chili) se sont réunis à Freirina. Là, les mouvements qui cherchent à produire des changements par le bas, ont coordonné les actions et les luttes avec des assemblées démocratiques,

reliant les différents secteurs, habitants, écologistes, étudiants, travailleurs, etc³.

La manifestation du 1^o mai était très massive et la Centrale Unique des Travailleurs (CUT), par l'intermédiaire de sa présidente Bárbara Figueroa a appelé à une grève nationale le 11 juillet, jour de la dignité nationale, afin de rappeler la nationalisation du cuivre sous le gouvernement de Salvador Allende. Cette grève exigera, entre autres revendications, une nouvelle Constitution pour le Chili par une Assemblée constituante et trois grandes réformes (fiscales, pensions et nouveau droit du travail).

Le samedi 4 mai, démonstration supplémentaire de la mobilisation citoyenne, s'est tenue la première « Marche des malades » exigeant une contribution de l'Etat pour l'acquisition des médicaments qui, au Chili, ne sont pas remboursés.

Luttes et 40 ans

En septembre de cette année, nous serons à 40 ans du Coup d'Etat qui a renversé Salvador Allende et mis fin au projet de l'Unité Populaire qui a cherché à faire avancer le socialisme par des moyens pacifiques. Le Coup d'Etat de Pinochet a également mis en œuvre, grâce à une dictature militaire féroce, le premier laboratoire mondial d'un système néolibéral à outrance, que Thatcher en Grande-Bretagne et de nombreux autres pays adopteraient ensuite.

Au Chili, on s'apprête à se souvenir de ces quarante années du Coup d'Etat, non seulement pour dénoncer ce qui s'est passé là-bas, mais aussi pour récupérer ce qui a été perdu : les ressources naturelles (cuivre) qui ont été privatisées, ainsi que le système de retraite et de santé.

Avec leurs grandes manifestations, les étudiants ont réussi à remuer la société et leurs exigences sont maintenant dans le débat public : la nécessité d'une nouvelle Constitution et de l'éducation comme un droit et non comme une marchandise.

En cette année d'élection (les élections présidentielles et législatives auront lieu le 17 novembre), les mouvements sociaux ont déclaré qu'ils vont continuer à se mobiliser pour imposer aux divers candidats l'adoption des revendications exigées par les citoyens dans la rue.

Victor DE LA FUENTE
Directeur de Monde Diplomatique - Chili
Traduction : Miguel Donabin

³ Voir la déclaration finale à : <http://www.lemondediplomatique.cl/DECLARACION-PUBLICA-ENCUENTRO.html>

Le programme de l'Unité Populaire

Le programme de l'Unité Populaire, approuvé en décembre 1968, par les six groupes politiques qui faisaient partie de ce front (Parti Communiste, Parti Socialiste, Parti Radical et Parti Social Démocrate, Mouvement d'Action Populaire Unifié et Action Populaire Indépendante) était composé d'une introduction de présentation générale intitulée, « l'unité et l'action du peuple organisé » suivie par six chapitres où étaient exposées les lignes directrices à suivre jusqu'à la victoire de l'UP : le programme, un nouvel ordre institutionnel, l'état populaire, la construction de la nouvelle économie, missions sociales, culturelles et éducatives et politique internationale.

Sans doute, l'un des aspects les plus intéressants était la conception de l'UP concernant le « *nouvel ordre institutionnel et l'Etat Populaire* ». Ambitieuse et contradictoire, cette vision et ses propositions, 45 ans plus tard, offrent des éléments qui pourraient servir à comparer les changements réalisés dans les pays d'Amérique latine gouvernés par des « *gouvernements progressistes* », mais aussi dans d'autres pays en dehors du sous-continent, gouvernés par les « *socialistes* ».

UN NOUVEL ORDRE INSTITUTIONNEL : L'ÉTAT POPULAIRE Organisation politique

A partir d'un processus de démocratisation à tous les niveaux et d'une mobilisation des masses se construira depuis la base une nouvelle structure de pouvoir. Une nouvelle Constitution politique institutionnalisera l'incorporation massive du peuple au pouvoir de l'État. On créera une organisation unique de l'État, structurée aux niveaux national, régional et local, qui aura l'Assemblée du Peuple comme organe suprême du pouvoir (...). Les membres de l'Assemblée du Peuple et de tout organisme de représentation populaire seront soumis au contrôle des électeurs, par le biais de mécanismes de consultation qui pourront révoquer leurs mandats. On établira un système rigoureux d'incompatibilités qui mettront un terme au mandat ou priveront de ses fonctions tout député ou fonctionnaire ayant de hautes responsabilités et travaillant comme gestionnaire d'intérêts privés.

Les instruments de politique économique et sociale de l'État constitueront un système national de planification, auront un caractère exécutif et leur mission sera de diriger, coordonner et rationaliser l'action de l'État. Les plans d'exécution devront être approuvés par l'Assemblée du Peuple. Les organisations de travailleurs auront une intervention fondamentale dans le système de planification.

Les organismes régionaux et locaux du pouvoir de l'État Populaire exerceront leur autorité dans leur rayon géographique et auront des pouvoirs économiques, politiques et sociaux. Ils pourront également faire des propositions et exercer leurs critiques envers les organismes supérieurs.

Toutefois, l'exercice du pouvoir des collectivités régionales et locales devra être conforme aux cadres fixés par les lois nationales et les plans généraux de déve-

loppement économique et social.

A chacun des niveaux de l'État Populaire, on intégrera les organisations sociales avec des attributions spécifiques. Il leur reviendra de partager les responsabilités et développer des initiatives dans leur rayon d'action respectif, ainsi que l'examen et la résolution des problèmes relevant de leur compétence. Ces attributions n'impliqueront aucune limitation à la pleine indépendance et à l'autonomie des organisations.

Dès le jour même de la prise de pouvoir, le Gouvernement Populaire créera des canaux pour que les travailleurs et le peuple puissent s'exprimer, par le biais des organisations sociales, en ce qui concerne l'adoption des décisions et la régulation du fonctionnement de l'administration de l'État.

Ce seront des pas décisifs pour la liquidation du centralisme bureaucratique qui caractérise le système actuel d'administration.

Avec le « *programme* », les organisations membres de l'Unité Populaire ont approuvé deux autres textes qui sont essentiels à la compréhension de la « *voie chilienne au socialisme* ». A savoir, les « *quarante premières mesures du Gouvernement Populaire* », ainsi que les « *vingt point de base de la réforme agraire de l'Unité Populaire* ».

Dans le premier cas, nous voulons mettre en valeur - et comparer avec la situation actuelle - deux points fondamentaux : **le régime des retraites et l'éducation.**

9. Système de prévision pour tous.

Nous appliquerons le régime transitoire aux petits et moyens commerçants, industriels et agriculteurs, aux travailleurs indépendants, aux pêcheurs, aux artisans, aux mineurs artisanaux ou indépendants et aux ménagères.

10. Paiement immédiat et complet des retraités et pensionnés.

Nous payerons en une seule fois le réajustement du personnel à la retraite des forces armées et régulariserons avec justice le paiement des pensionnés et des retraités de la sécurité sociale.

13. L'enfant naît pour être heureux.

Nous assurerons la gratuité de l'enseignement, avec livres, cahiers et fournitures scolaires gratuites pour tous les enfants de l'éducation primaire.

14. Une meilleure alimentation pour les enfants.

Nous donnerons un petit déjeuner à tous les élèves de l'éducation primaire et le déjeuner à ceux dont les parents ne peuvent pas le leur procurer.

15. Du lait pour tous les enfants du Chili.

Nous assurerons un demi-litre de lait par jour, à tous les enfants du Chili.

28. Les bourses pour les étudiants.

Nous établirons le droit aux bourses d'études pour l'enseignement élémentaire, secondaire et universitaire pour tous les bons étudiants, en considérant leurs résultats et les ressources économiques de leur famille.

Après le Coup d'Etat, la dictature de Pinochet a lancé une politique ultralibérale, suivant les préceptes de l'«Ecole de Chicago». En 1980, le système de retraite basé sur le partage des contributions a été qualitativement transformé pour donner naissance à l'AFP (Administrations des Fonds de Retraite). Des sociétés privées ont été chargées de gérer les contributions individuelles des travailleurs qui possédaient un contrat et ont été forcés de faire « migrer » leurs fonds déjà acquis vers ces administrations (pour les travailleurs des professions libérales - sans contrat - la disposition était facultative). En 2010, sous la présidence de la « Concertation » dirigée par Michelle Bachelet, le gouvernement a approuvé la création d'un système semi-public des retraites après avoir reconnu que le système hérité de la dictature était incapable de répondre aux besoins de la population atteignant l'âge de la retraite

En ce qui concerne la gratuité de l'enseignement proposé par l'UP, le projet a été aussi interrompu brutalement. En 1982, Pinochet a présenté une loi qui permettait aux capitaux privés, sous prétexte de «liberté d'enseigner», de participer à tous les niveaux de l'éducation. Ce qui généra un système inégal, injuste, privé et exclusif qui prévaut encore maintenant.

Les mobilisations des jeunes du secondaire, les « *pingouins* » (ainsi nommés en référence à leur uniforme scolaire) en 2006 et plus récemment, en 2011-2012, à tous les niveaux de l'éducation aident à comprendre l'importance des propositions de l'UP en la matière.

Les « vingt points de base de la réforme agraire »

Bien que très loin de correspondance aux objectifs et aux effets de la réforme agraire promue par la révolution cubaine dans les années 1960, les propositions de l'UP en la matière étaient cependant l'un des sujets qui a généré la plus grande confrontation avec la droite et ses alliés impérialistes, les États-Unis. Certaines des mesures proposées étaient les suivantes :

UN : La Réforme Agraire et le développement agricole ne seront pas isolés mais intégrés dans le plan d'ensemble de transformation de l'économie capitaliste en une économie au service du peuple. Cela signifie que la réforme agraire non seulement impliquera l'expropriation de tous les latifundia, la remise des terres aux agriculteurs, en leur donnant l'assistance technique et le crédit nécessaire afin qu'ils puissent produire ce dont le Chili a besoin, mais comprendra aussi la transformation des relations commerciales et industrielles pour la vente et l'achat des produits dont les agriculteurs ont besoin pour vivre et produire. Tout ce secteur de commercialisation et d'industrialisation de la

production agricole devra être entre les mains de l'État ou des coopératives de paysans ou de consommateurs.

SEPT : Auront seulement le droit de ne pas être expropriés les agriculteurs des petites et moyennes exploitations, et les anciens agriculteurs reconnus par les paysans pour leurs conditions économiques et sociales favorables au développement de la production agricole et au développement de la communauté rurale. En tout état de cause, ce droit ne sera pas préférentiel et pourra être accordé pour d'autres terres où il serait nécessaire de restructurer les exploitations rurales.

QUINZE : L'État pourra nationaliser tous les monopoles de distribution, de production et d'industrialisation de la production agricole ou de matériaux et machines nécessaires. Ces entreprises seront traitées directement par l'État, conseillé par les Conseils de Paysans, ou seront remises aux coopératives paysannes.

VINGT : On donnera une impulsion spéciale aux politiques de protection des ressources naturelles, aux programmes de reforestation et autres et pour une meilleure utilisation des zones d'irrigation.

Le Chili continental compte plus de 75 millions d'hectares, dont seulement un tiers a un potentiel de développement forestier et agricole. Le «modèle» néolibéral du pays pousse à une concentration croissante des terres, surtout quand il s'agit de l'arboriculture, des entreprises forestières ou viticoles. Les données du CAPAC (Formation aux coûts et à la gestion), soulignent que CMPC (quatrième fournisseur de cellulose au monde, selon le site internet de la société) et ARAUCO (premier producteur de panneaux en bois d'Amérique et troisième au niveau mondial) concentrent plus d'un million 400 mille hectares plantés et 20 % de forêt vierge.

En 2005, deux personnes : Douglas Tompkins et Sebastián Piñera (l'actuel président) possédaient plus de 420 000 hectares dans le sud du Chili (parc Pumalín et Parc Tantauco, respectivement).

« *Les plus gros producteurs au niveau national (16 personnes) occupent plus de 55 % de la superficie agricole du pays* » dit le CMPC.

Le Chili est le seul pays d'Amérique latine qui n'a pas défini une nouvelle Constitution après la fin de la dictature

*Braulio MORO
Membre du Bureau National de FAL
Traduction : Miguel Donabin*

Repères URUGUAY

Novembre 1971 : Le candidat de la droite, Juan María Bordaberry, est élu président, dans des élections entachées de fraude.

Avril 1972 : État de guerre et Loi de sécurité de l'Etat. Les Forces Armées prennent en charge la répression. Instauration de la justice militaire. Généralisation de la torture. Censure de la Presse.

9 février 1973 : Rébellion militaire. Accord de Bordaberry avec les militaires. Création du Conseil de Sécurité Nationale (COSENA) par lequel le président partage le pouvoir avec les militaires.

27 juin : Coup d'Etat civique militaire. Bordaberry et les Forces Armées dissolvent le parlement. Les syndicats déclenchent une grève générale.

9 juillet : Fin de la grève générale.

A partir du Coup d'État, suspension de toutes les libertés publiques et individuelles. Dissolution des syndicats (CNT), de la Fédération des étudiants universitaires (FEUU), fermeture des journaux. Des milliers de prisonniers politiques dans le stade municipal. Des milliers d'Uruguayens prennent le chemin de l'exil.

11 janvier 1976 : Arrestation du général Liber Seregni, leader de la gauche, condamné en 1978 à 14 ans de prison.

20 mai : Assassinat à Buenos Aires de Héctor Gutiérrez Ruiz, président de la Chambre des Députés, et du sénateur Zelmar Michelini. Des dizaines d'Uruguayens sont séquestrés et restent disparus en Argentine dans le cadre du Plan Condor.

12 juin : Destitution de Bordaberry par les Forces Armées. Alberto Demicheli président provisoire.

1er septembre : Aparicio Méndez nommé président jusqu'à 1981. Une des premières mesures de Méndez est la signature d'Actes Institutionnels, qui établissent la proscription de toute activité politique. Ces actes constituent une série de normes de caractère constitutionnel qui remplacent la Carta Magna, le temps qu'en soit élaborée la réforme. Classement des citoyens en trois catégories.

30 novembre 1980 : La dictature essaie de perpétuer son pouvoir à travers une réforme constitutionnelle soumise à référendum. Une large majorité des Uruguayens, 57,9%, rejette le projet des militaires.

1er septembre 1981 : Le général Gregorio Alvarez devient président.

Avril 1982 : Fondation de l'ASCEEP (Association sociale et culturelle des étudiants de l'enseignement public).

Réactivation de la FUCVAM (coopératives de construction de logements).

Novembre : Elections internes dans les partis de droite et de centre-droit tolérés par le régime militaire. Les tendances opposées aux militaires obtiennent une large victoire. Les électeurs de la gauche, victimes de la répression et exclus des élections, suivent largement l'appel à voter blanc lancé de la prison par son leader Liber Seregni.

1er mai 1983 : Les syndicats organisent une manifestation avec, pour mot d'ordre « *Liberté, Travail, Salaire et Amnistie !* » acte fondateur du PIT (Intersyndicale plénière des travailleurs).

16 septembre : Nouvelle journée de protestation.

25 septembre : L'ASCEEP organise une importante manifestation à laquelle participent 80 000 personnes. Dans la soirée important concert de casseroles et extinction volontaire des feux.

27 novembre : Gigantesque manifestation contre la dictature « *pour un Uruguay sans exclusions* ».

18 janvier 1984 : Grève générale à l'appel du PIT et l'ASCEEP.

19 mars : Libération du général Seregni.

1er mai : Manifestation des travailleurs sous le mot d'ordre « *Un seul mouvement syndical !* », ce qui conduit à l'unification du PIT et de la CNT proscrite.

16 juin : Retour en Uruguay de Wilson Ferreira Aldunate, leader du "Partido Nacional", exilé depuis 1973. Il est emprisonné et interdit de se présenter aux élections présidentielles.

23 août : Pacte du Club Naval entre les militaires, le Front Elargi (gauche), le Parti Colorado (droite) et l'Union Civique (démocrate chrétien). La gauche accepte la tenue d'élections générales avec des partis proscrits et sans la participation de Wilson Ferreira Aldunate du Partido Nacional, principal favori, et du général Liber Seregni (Front Elargi).

27 novembre : Julio María Sanguinetti, du « *Partido Colorado* », candidat préféré des militaires, est élu président avec 40,97% des suffrages.

8 mars 1985 : Loi d'amnistie. Les prisonniers politiques sont libérés. Les personnes condamnées pour des crimes de sang sont rejuguées par des tribunaux civils. Retour des exilés.

22 décembre 1986 : Sous la pression des militaires et du président Julio María Sanguinetti le parlement vote la Loi 15.848 dite de Caducité de la prétenction punitive de l'Etat qui garantit l'impunité pour tous les militaires responsables de violation des droits de l'homme et auteurs de crimes contre l'humanité pendant la dictature (1973-1985).

16 avril 1989 : Référendum pour abroger la Loi de Caducité. Les partisans du maintien de la loi d'impunité obtiennent la majorité lors d'un vote qui se déroule sous la pression du pouvoir exécutif, la menace des militaires, et fortement influencé par les rébellions militaires en Argentine.

20 mai 1996 : Première marche du silence pour les disparus. Relance de la lutte pour la vérité, la justice et la mémoire.

1er avril 2000 : Le Président Jorge Batlle annonce publiquement la « *retrouaille* » de Macarena Gelman, petite fille du poète Juan Gelman, née en captivité à Montevideo et volée par un commissaire de police. Sa mère, enlevée en Argentine et transférée en Uruguay avait été assassinée quelques semaines après son accouchement.

9 août : Le gouvernement de Batlle crée la Commission pour la Paix.

Novembre 2004 : Election de Tabaré Vázquez, premier président de gauche de l'Uruguay.

2005 : Le Président Vázquez refuse d'annuler la Loi d'impunité, mais transfère de façon systématique les plaintes vers la justice et ouvre les casernes pour la recherche des corps des disparus.

16 novembre 2006 : Bordaberry est inculpé des assassinats de Zelmar Michelini, Héctor Gutiérrez Ruiz et d'autres militants politiques.

22 octobre 2009 : L'ancien dictateur uruguayen Gregorio Alvarez est condamné à 25 ans de prison pour 37 homicides.

19 octobre : La Cour Suprême déclare inconstitutionnelle la Loi de caducité.

25 octobre : Un référendum d'initiative populaire ne réussit pas à annuler la Loi d'impunité.

9 février 2010 : La juge Mariana Motta condamne Bordaberry à 30 ans de prison pour attentat à la Constitution, neuf disparitions et crimes d'homicide politique.

5 mars : La procureure Mirtha Guianze demande une peine de 30 ans de prison pour Bordaberry et l'ex-chancelier Juan Carlos Blanco pour l'assassinat de Michelini, Gutierrez Ruiz, Rosario Barredo et William Whitelaw.

24 février 2011 : La Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme condamne l'Etat uruguayen pour la disparition de Macarena Gelman et demande l'annulation de la Loi de caducité.

28 octobre : Approbation de la Loi 18.831, dont l'article 3 établit que les crimes commis pendant la dictature sont des crimes contre l'humanité et doivent être jugés.

21 mars 2012 : Le Président José Mujica reconnaît la responsabilité de l'Etat uruguayen dans la disparition de Macarena Gelman et l'assassinat de sa mère, acceptant le point N°12 de la résolution de la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme.

22 février 2013 : La Cour Suprême de Justice déclare inconstitutionnels les articles 2 et 3 de la Loi 18.831 et rétablit l'impunité.

Dans son jugement, la Cour Suprême de Justice soutient que « *les assassinats, tortures, disparitions et les appropriations d'enfants perpétrés par les militaires ne sont pas des crimes contre l'humanité et sont prescrits* ».

La Cour Suprême rejette aussi le verdict de la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme.

Cette décision de la Cour implique le classement de nombreux dossiers.

Repères CHILI

- 4 septembre 1970** : Le socialiste Salvador Allende, candidat de de l'Unité Populaire, est en tête de l'élection présidentielle avec 36,3 % des suffrages.
- 24 octobre** : Attentat contre le général René Schneider par un commando d'extrême droite avec l'appui de la CIA. Schneider meurt le 25 octobre.
- 24 octobre** : Le Congrès chilien élit président Salvador Allende
- 4 novembre** : Allende assume la présidence du Chili
- 1971** : Nationalisation du cuivre, secteur jusque-là contrôlé par de grandes sociétés nord-américaines. Fidel Castro visite le Chili. Le droit de vote est accordé aux analphabètes, le suffrage au Chili devient vraiment universel.
- 1972** : Grève des camionneurs financée par la CIA. Les Etats-Unis organisent le boycott économique du pays au niveau international.
- 4 mars 1973** : Lors des élections législatives, l'Unité Populaire obtient 44% des suffrages.
- 4 septembre** : 800 000 personnes manifestent à Santiago pour célébrer leTroisième anniversaire de l'élection d'Allende.
- 11 septembre 1973** : **Coup d'Etat du général Augusto Pinochet. Mort de Salvador Allende.** Début de la répression avec exécution de milliers d'opposants, emprisonnement des dirigeants de gauche, disparitions. Des milliers de Chiliens partent en exil.
- 14 septembre** : dissolution du parlement. Suspension des partis politiques.
- 11 septembre 1974** : Pinochet devient par décret «*Chef suprême de la nation*».
- 300 000 hectares attribués par la réforme agraire d'Allende aux communautés indigènes sont vidés de leurs occupants, achetés ou concédés à des entreprises forestières ou à d'anciens latifundistes.
- 15 juin** : Création officielle de la DINA, services secrets de la dictature, remplacée le 13 août 1977 par la CNI.
- 29 septembre** : Le général Prats, ancien chef d'état-major de l'armée chilienne, opposé au coup d'Etat de 1973, est assassiné par la DINA à Buenos Aires.
- Mai 1975** : Décret suprême n° 505 commuant les condamnations infligées par les Tribunaux militaires en bannissement (exil massif)
- Juillet : *Opération Colombo* ou la «*liste des 119*» disparus. Campagne contre le MIR prétendant que 119 personnes, portées disparues, se seraient entre-tuées en Argentine et au Brésil.
- 1er décembre** : Mise en place à Santiago du Plan Condor de coordination répressive.
- 21 septembre 1976** : La DINA assassine à Washington Orlando Letelier, ancien ministre des Affaires Etrangères d'Allende
- 19 avril 1978** : Loi d'amnistie couvrant tous les crimes commis par les militaires depuis septembre 1973.
- 1980** : Une nouvelle Constitution prévoit l'extension du mandat de Pinochet jusqu'en 1989.
- 1983-1984** : Manifestations de l'opposition contre le régime. Rétablissement de l'état de siège.
- 5 octobre 1988** : Les Chiliens refusent, par référendum, de prolonger le mandat de Pinochet jusqu'en 1997.
- 14 décembre 1989** : Le démocrate-chrétien Patricio Aylwin est élu Président de la République. Pinochet restera commandant en chef de l'armée jusqu'en mars 1998.
- 11 décembre 1993** : Le démocrate-chrétien Eduardo Frei est élu président.
- 11 mars 1998** : Pinochet devient sénateur à vie.
- 16 octobre** : Arrestation à Londres de Pinochet, poursuivi par le juge espagnol Baltasar Garzón pour des crimes commis sous sa dictature.
- 2 mars 2000** : Londres libère Pinochet pour des raisons médicales.
- 11 mars** : Le socialiste Ricardo Lagos est élu président.
- 25 mars** : Le Congrès approuve un amendement constitutionnel accordant l'immunité aux anciens présidents de la République, dont Pinochet.
- 1er décembre** : Pinochet est inculpé pour la première fois, pour enlèvements et assassinats de prisonniers politiques, et assigné à résidence.
- 1er juillet** : La Cour suprême classe cette affaire, arguant qu'une «*démence légère*» ne permet pas à Pinochet d'assurer sa défense.
- 4 juillet** : Pinochet démissionne de son poste de sénateur à vie, perd son immunité parlementaire, mais conserve celle d'ex-président.
- 21 juillet 2004** : Ouverture d'une enquête sur des comptes secrets détenus entre 1994 et 2002 par Pinochet à l'étranger.
- 26 août** : Ratification de la levée de l'immunité de Pinochet pour le dossier Condor (plan concerté des dictatures sud-américaines pour éliminer leurs opposants).
- Octobre** : La justice française requiert le renvoi devant les assises de Paris de Pinochet pour la disparition de Français pendant la dictature.
- 6 décembre** : Ouverture d'une enquête contre Pinochet et son ministre de l'Intérieur, Sergio Fernández, sur la plainte d'une vingtaine de victimes de tortures.
- 5 janvier 2005** : Placement en résidence surveillée de Pinochet inculpé pour l'affaire Condor, libéré sous caution quelques jours plus tard.
- 7 juin** : La Cour d'appel de Santiago lève son immunité d'ex-président, ouvrant la voie à son jugement pour fraude fiscale pour ses comptes secrets aux Etats-Unis.
- 6 juillet** : La Cour d'appel de Santiago lève l'immunité de Pinochet pour «*l'Opération Colombo*», le massacre de 119 opposants politiques en juillet 1975.
- 15 septembre** : La Cour suprême classe définitivement sans suite les poursuites contre Pinochet pour Condor.
- 23 novembre** : Arrestation et assignation à résidence de Pinochet pour fraude fiscale.
- 11 janvier 2006** : Remise en liberté sous caution de Pinochet pour «*l'Opération Colombo*» puis à nouveau le lendemain pour les comptes secrets.
- 15 janvier** : Election à la présidence de Michelle Bachelet, fille d'un général proche d'Allende mort suite aux tortures, elle-même torturée et exilée.
- 20 janvier** : Pinochet privé de son immunité pour la disparition et torture de 36 opposants dans la Villa Grimaldi. Décision ratifiée le 8 septembre par la Cour suprême.
- 26 octobre** : Ouverture d'une enquête sur l'existence de plus de 9 tonnes d'or en lingots au nom d'Augusto Pinochet dans le coffre d'une banque de Hong Kong.
- 27 octobre** : Pinochet inculpé pour les crimes de la Villa Grimaldi.
- 30 octobre** : Pinochet est assigné à résidence dans cette affaire.
- 8 novembre** : Libéré sous caution.
- 27 novembre** : Arrestation et assignation à résidence de Pinochet pour la «*Caravane de la mort*».
- 10 décembre** : Décès de Pinochet.
- Février 2007** : La justice française annonce qu'elle va juger seize proches du dictateur chilien devant la Cour d'Assises de Paris pour la disparition de quatre Français.
- 3 avril 2008** : Le tribunal constitutionnel décide l'interdiction de la distribution gratuite de la pilule du lendemain dans les centres de santé publics.
- Juillet : Le général Manuel Contreras est condamné à la prison à perpétuité pour l'assassinat du général Carlos Prats et de son épouse en 1974.
- 26 octobre** : La coalition gouvernementale de centre gauche perd les mairies de la plupart des grandes villes au profit de la droite à l'occasion des élections municipales.
- 10 - 13 février 2009** : Visite de la présidente chilienne à Cuba, la première visite d'un chef de l'Etat chilien depuis celle de Salvador Allende en 1972.
- 2 septembre** : Des mandats d'arrêt sont délivrés contre 129 ex-agents de la Direction nationale de l'intelligence (DINA), la police secrète de la dictature.
- 7 décembre** : La justice établit que l'ancien président démocrate-chrétien Eduardo Frei, membre de l'opposition à la dictature a été empoisonné par la Dina en 1970. Six personnes sont arrêtées.
- 17 janvier 2010** : Le candidat de la droite, le milliardaire Sebastian Piñera, est élu président de la République, au deuxième tour, mettant fin à vingt ans de pouvoir de centre-gauche.
- 27 février** : Un séisme suivi d'un tsunami fait au moins 525 morts et disparus et des milliers de sinistrés.
- 12 juillet** : Première grève de la faim des Indiens Mapuche.
- 17 décembre** : La justice française condamne treize militaires ou agents de la répression chiliens pour la disparition de quatre Français. Les deux chefs de la Direction du renseignement national (Dina), les généraux Manuel Contreras et Pedro Espinoza, sont condamnés à la prison à vie.
- Janvier 2011** : Grève massive dans la région australe de Magallanes contre l'augmentation du prix du gaz. Le gouvernement recule au bout de deux semaines d'une mobilisation très combative.
- 27 février 2011** : Un an après le tremblement de terre, de nombreuses manifestations de sinistrés dénoncent l'absence de mise en œuvre du processus de reconstruction.
- 15 mars - 6 juin** : Deuxième grève de la faim des Mapuche.
- 28 avril** : Manifestation des étudiants et trois jour plus tard première grève nationale de l'éducation.
- 4 août** : Nouvelle grève nationale pour l'éducation ; les manifestations sont durement réprimés par la police.
- 24 - 25 août** : Grève générale convoquée par la Centrale Unique des Travailleurs (CUT).
- 7 février 2012** : Début de la mobilisation sociale dans la région d'Aysén.
- 28 octobre** : Défaite du gouvernement dans les élections municipales gagnées par la Concertation Démocratique
- 27 mars 2013** : Michelle Bachelet annonce sa candidature pour les élections présidentielles de 2013, prévues le 17 novembre.

La coordination « Amérique Latine 40 ans après... » vous invite au Cycle de cinéma « Justice, Vérité et Mémoire ».

Des projections-débats sont organisées tout au long de l'année 2013 avec la participation de tous les réalisateurs qui ont répondu présents pour débattre avec le public.

Ces projections s'organisent en partenariat avec la Maison de l'Amérique Latine et le cinéma Action Christine, à Paris.

Mercredi 3 AVRIL à la Maison de l'Amérique Latine à 19h : LA SPIRALE, de Armand Mattelart, Jacqueline Meppiel et Valérie Mayoux, France, 138 min, 1975.

Réalisé en 1975, ce documentaire reste inégalé dans l'analyse des techniques de déstabilisation utilisées contre le gouvernement d'Allende.

Jeudi 23 MAI au Cinéma Action Christine à 20h : LES MAINS DANS LA TERRE, documentaire de Virginia Martínez, Uruguay, 52 min, 2010.

Un groupe d'archéologues de l'Université de la République pénètre pour la première fois dans l'histoire de l'Uruguay dans l'enceinte d'une caserne militaire. Leur mission est de déterrer les restes des détenus-disparus pendant la dictature militaire.

PRISON LIBERTÉ, de Lucía Wainberg, Uruguay, 31 min, 2006.

Lucía, jeune femme franco-uruguayenne de 26 ans, cherche des témoignages sur la mémoire de la dictature en Uruguay. Elle interroge d'abord ses proches puis différents protagonistes qui ont joué un rôle dans cette histoire. Lucía nous fait découvrir avec légèreté les silences, les peurs et l'oubli de toute une société qui ne peut encore appréhender ses dénis.

Lundi 27 MAI à la Maison de l'Amérique Latine à 19h : CHILI : LA MÉMOIRE OBSTINÉE, de Patricio Guzmán, France, 52 min, 1996.

Après vingt-deux ans d'exil, Patricio Guzman cherche à comprendre comment et jusqu'où l'oubli imposé par Pinochet a pu détruire la mémoire et l'énergie d'un peuple.

CHILI : UNE GALAXIE DE PROBLÈMES de Patricio Guzmán, France, 32 min, vost, 2010.

Un programme de cinq courts-métrages.

Jeudi 30 MAI au Cinéma Action Christine à 20h : ESTHER ET MARIANA : D'UNE RIVE À L'AUTRE, de Gonzalo Arijon et Virginia Martínez, France/Uruguay, 61 min, 1998.

Le tortueux parcours d'une grand-mère uruguayenne pour retrouver sa petite fille et confondre le haut-gradé argentin qui a eu l'autorisation de l'adopter sous la dictature.

HISTOIRE DE FEMMES, de Virginia Martínez, Uruguay, 30 min, 2005.

Ce documentaire relate l'histoire des femmes détenues à Punta de Rieles entre 1973 et 1985 pendant la dictature en Uruguay.

Jeudi 6 JUIN Cinéma Action Christine à 20h : RUE SANTA FÉ, de Carmen Castillo, France/Chili, 163 min, 2007.

C'est un film sur l'engagement politique, au plus près de la vérité d'une femme chilienne, Carmen Castillo, qui survit à son compagnon, Miguel Enriquez, chef de la Résistance contre la dictature de Pinochet, mort au combat, rue Santa Fe, dans les faubourgs de Santiago du Chili, le 5 octobre 1974. Un récit tendu par une interrogation : tous ces actes de résistance valaient-ils la peine ? Miguel et les autres sont-ils morts pour rien ?

Jeudi 13 JUIN au Cinéma Action Christine à 20h : LA BATAILLE DU CHILI II, de Patricio Guzmán, Chili, 90 min, 1971.

Film monumental qui montre pas à pas le développement et l'agonie du gouvernement de Salvador Allende. Il ne s'agit pas d'un film d'archives mais d'une œuvre filmée au moment même où les faits se sont produits.

Lundi 23 SEPTEMBRE à la Maison de l'Amérique Latine à 19h : MISSING de Costa-Gavras, Etats-Unis, 125 min, vost, 1982

Charles Horman, jeune journaliste étasunien en poste au Chili, disparaît un jour, peu après le Coup d'Etat militaire. Sa femme Beth met en cause les autorités de l'ambassade étasunienne, qu'elle accuse de complicité dans l'enlèvement de son mari.

Jeudi 3 OCTOBRE au Cinéma Action Christine à 20h : COLONIA DIGNIDAD, de José Maldavsky, Chili, 85 min, 2006.

Enquête sur ce camp de concentration, secte pédophile, cache pour nazis et multinationale aux trafics les plus obscurs. Ceinte par les barbelés et les miradors, cette petite Bavière au pied de la Cordillère des Andes a été aussi une planque pour nazis, une base arrière de la dictature de Pinochet, une multinationale pratiquant, entre autres activités, le trafic d'armes avec les puissances occidentales et une secte aryenne fondée sur l'enlèvement et l'esclavage.

Jeudi 10 OCTOBRE au Cinéma Action Christine à 20h : HÉROS FRAGILES, d'Emilio Pacull, France, 87 min, 2006.

En 1973, Emilio Pacull avait vingt ans, il était très proche des cercles dirigeants autour d'Allende. Son beau-père, Augusto Olivares, ami et proche collaborateur du président renversé, se donna la mort peu de temps avant ce dernier. Pacull enquête sur le passé, s'en parle à lui-même, ainsi qu'à sa fille née en exil.

Jeudi 17 OCTOBRE au Cinéma Action Christine à 20h : LE CERCLE, de José Pedro Charlo et Aldo Garay, Uruguay, 92 min, 2008.

Dirigeant tupamaro et otage de la dictature militaire en Uruguay pendant 13 ans. Prisonnier que la torture prolongée et l'isolement ont conduit à la folie. Citoyen suédois et médecin reconnu internationalement pour ses recherches sur la maladie d'Alzheimer. Toutes ces vies se retrouvent dans celle du docteur Henry Engler.

Jeudi 7 NOVEMBRE au Cinéma Action Christine à 20h : ÉTAT DE SIÈGE de Costa-Gavras, France/Italie, 130 min, 1973.

À Montevideo en Uruguay, Philip Michael Santore, un conseiller étasunien d'une junte sud-américaine est enlevé par des rebelles d'extrême-gauche, les Tupamaros. Lors de son interrogatoire, il avoue appartenir à la CIA et être chargé de former des policiers pour la lutte antiterroriste. Ses aveux sont révélés au grand jour, ce qui provoque une crise gouvernementale.

Jeudi 14 NOVEMBRE au Cinéma Action Christine à 20h : MATAR A TODOS (TUEZ LES TOUS) d'Esteban Schroeder, Chili/Argentine/Uruguay, 97 min, 2007.

Uruguay, 1993. Plusieurs personnes témoins d'une agression se mettent à disparaître une à une. De mystérieux commandos de tueurs professionnels surgissent et les abattent. Petit à petit, un juge et un journaliste découvrent que le premier disparu est l'ancien chimiste en chef de la Dina (la terrible police secrète du régime de Pinochet). Un film qui nous entraîne au plus profond des blessures non refermées du Sud du continent américain.

MAISON DE L'AMÉRIQUE LATINE

217, boulevard Saint Germain

75007 Paris

Métro : Rue du Bac ou Solférino

CINÉMA ACTION CHRISTINE

4, rue Christine

75006 Paris

Métro : Saint-Michel, Odéon, Mabillon ou Saint-Germain-des-Prés



Ce numéro spécial du FAL MAG est une réalisation de la Coordination «Amérique latine 40 ans après...», composée de l'Association d'Ex-Prisonniers politiques chiliens - France (AEXPPCH), France Amérique Latine et l'association ¿ Dónde Están? contre l'impunité en Uruguay.

Contact : France Amérique Latine, 37 boulevard Saint Jacques 75014 Paris.
www.franceameriquelatine.org - @ : coordination40ans@yahoo.com